

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

	Pages
AMBROSI-A. (R.) — <i>Français et Corses en 1768-69</i>	121
PITOLLET (CAMILLE). — <i>Souvenirs napoléoniens</i>	126
AIMÈS (PAUL). — <i>Le tribunal de l'Inquisition en Corse</i>	138
SYMÉON (GABRIEL). — <i>La Corse au XVI^e siècle (d'après un voyageur)</i>	141
JACOTIN. — <i>Cartographie de la Corse</i>	144
BATTESTI (JULIE). — <i>Organisation des milices sous P. Paoli</i>	149
NEGRONI (P.-L.) — <i>La dénatalité française (romèdes)</i>	169

Bibliographie et Nouvelles

AVIS

Nous avions, dans le numéro 112 de la Revue, prié nos abonnés de régler par le moyen du chèque postal (coût 0,75) leur abonnement pour 1938 et de nous éviter les frais de présentation d'un reçu. La négligence a fait que la très grande majorité d'entre eux n'a pas répondu à notre appel et que nous avons dû demander à l'administration postale d'encaisser la somme qui nous était due.

Or voici le détail des frais occasionnés par cet encaissement :

Timbre de la quittance de 25 francs.	0,60
Envoi de l'enveloppe recommandée (obligatoire)	2,50
Droit postal d'encaissement.	0,80
Droit du mandat encaissé.	0,75

Ce qui, avec les menus frais accessoires, représente une dépense de cinq francs. En toute équité, ne devrait-elle pas être payée par l'abonné ? Mais que dire de ceux qui recevant les n°s de la Revue les gardent et refusent de payer leur abonnement (d'où une taxe supplémentaire de un franc).

Nous supplions les Corses qui, aimant leur patrie, désirent continuer la lecture d'une Revue qui leur parle exclusivement d'elle, de verser, sans attendre, le montant de leur abonnement et de nous éviter cinq francs de frais.

Prix de l'abonnement :

France et colonies :	25 francs.
Etranger :	35 francs.

DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-G., 107, Rue de Sévres, PARIS (VI^e)

COMpte POSTAL : PARIS 813-62 — Télég. LITRA 44-66

GEOGRAPHIE DE LA CORSE, in-8° de 95 pages
et 43 gravures. Par A. AMBROSI.

Prix : 10 frs (12 fr. 50 éco). La demander à la Revue

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

Français et Corses en 1768-1769

Ceux qui connaissent un peu l'histoire des Corses savent qu'au XVIII^e siècle leurs manifestations en faveur de la France et de leur incorporation à ce royaume avaient été nombreuses. Leurs sentiments français étaient indubitables. Or, en août 1768, les hostilités entre troupes françaises et nationaux corses commençaient, pour aboutir, l'année suivante, au combat malheureux de Pontenovu (8 mai 1769) qui sert de prétexte à ceux qui n'aiment pas la France pour dire que son occupation de la Corse fut le résultat d'une conquête violente, réalisée en dépit des sentiments intimes des insulaires. Demandons aux événements et aux textes la réponse qui convient.

Le 22 mai 1768, l'Assemblée générale des délégués de la Corse, dite Consulte générale, se réunit à Corte, capitale du Royaume. Pascal Paoli, général élu et chef de l'Etat qu'il avait rendu libre et indépendant, ouvrit la première séance et y prononça le discours suivant, que nous traduisons, car l'intérêt en est capital :

Messieurs,

La confiance avec laquelle la Nation m'a confié la direction des affaires étrangères qui l'intéressent, et le devoir que cette même confiance m'impose exigent que, conformément aux règles observées jusqu'ici, à l'ouverture de cette consulte générale, je vous rende compte, Messieurs, de l'état actuel de ces mêmes affaires.

La situation avantageuse à laquelle elles semblaient ramenées, il y a peu de mois, m'avait rempli du plus bel

espoir de pouvoir, à l'occasion de cette Assemblée générale, annoncer à ma Nation la fin de ses longs travaux pour obtenir une solide et permanente paix qui devait fixer l'époque de son repos et de son bonheur. Mon espoir a été trompé, et tout est devenu, en un point, obscurité et doute. La désirable occasion de paix semble s'éloigner toujours davantage de nous et, s'il fallait ajouter foi aux rumeurs publiques que font courir nos ennemis, l'aspect de nos affaires serait changé au point d'intéresser toute notre constitution et de réclamer de notre part les plus sérieuses et les plus mûres réflexions de cette Assemblée générale.

Avec le manifeste de ce gouvernement supérieur du 27 janvier de l'année passée, vous fûtes pleinement instruits de toute la suite et du résultat qu'eut alors la négociation menée à la cour de France, sous les glorieux auspices de Sa Majesté très Chrétienne, pour une entente finale entre cette Nation et la République de Gênes. Sa Majesté avait daigné traiter, sur le pied des préliminaires de Casinca proposés par la Nation comme base de cette entente.

Vous n'ignorez pas les ouvertures que nous avons faites pour la rendre honorable et avantageuse à la République elle-même, et vous savez d'autre part le refus qu'elle nous opposa.

La négociation commencée fut ainsi interrompue et du même coup toute espérance d'accommodement disparut. Persistant néanmoins dans sa généreuse entreprise de mettre fin par ses négociations aux calamités de la guerre qui flambe depuis si longtemps et consume les deux nations, et de leur rendre la tranquillité et le calme, Sa Majesté Très Chrétienne nous fit proposer par son ministère un nouveau plan d'accommodement contenant quelques conditions pour dédommager, comme elle disait, la République de la cession de son *prétendu* droit de souveraineté sur ce Royaume.

Les conditions proposées étaient au nombre de trois. La première de laisser à la République le titre de roi des Corses. La deuxième de lui rendre hommage, comme le fait Sa Majesté sicilienne au Saint-Siège et au Souverain Pontife. La troisième de consentir à ce que la République conserve quelques places en Corse. Ces propositions furent examinées, dans la Consulte générale de l'année écoulée, par une députation spéciale réunie au Grand Conseil de la Nation, et pour donner la preuve plus claire de nos sincères dispositions pour la paix, eu égard surtout à la généreuse médiation de Sa Majesté Très Chrétienne. La première et la seconde pro-

position furent pleinement acceptées; en ce qui concerne la troisième, comme la possession de quelques places en Corse ne pouvait être qu'une dépense pour la République, sans espoir d'en tirer aucun profit, et d'ailleurs craignant avec raison que la possession de ces places ne fût une embûche et un sûr obstacle pour notre liberté et notre repos, on prit un moyen terme convenable, et la proposition fut modérée de manière à pourvoir à l'honneur et à la considération de la République, sans manquer aux exigences de la tranquillité et de la sécurité de nos peuples. Un plan fut remis à la cour de France, qui le jugea satisfaisant pour toutes les parties et capable d'amener la réconciliation désirée. Alors l'espoir de paix renaquit, et parut d'autant mieux fondé que, grâce à ces propositions, la République conservait une espèce de haute domination sur ce royaume.

A ce moment survint l'incident des Jésuites, proscrits des Etats de Sa Majesté Catholique et transportés en Corse (1) pour y être installés dans « les présides ». Il paraît que la cour de France se montra mécontente de la République qui les avait accueillis et elle fit en conséquence évacuer par ses troupes les Présides d'Ajaccio et de Calvi, ainsi que le bourg d'Algajola où ces Pères furent établis. Chacun de vous vit alors l'avantage que cette circonstance offrait à la Nation pour s'emparer de ces Présides, même si les troupes génoises y étaient arrivées. L'ardeur et le zèle des habitants pour la cause commune, soutenus au dehors par nos efforts et par nos diligences, rendaient l'entreprise à peu près certaine. En effet la ville d'Ajaccio était déjà tombée au pouvoir de la Nation et la citadelle en était réduite à de telles extrémités qu'elle avait de la peine à se défendre. Les choses étaient dans cet état quand je fus requis, au nom de Sa Majesté par une lettre du ministère français, de suspendre les hostilités autour des dits Présides et de les laisser en situation de neutralité, comme s'ils étaient toujours occupés par les troupes françaises, jusqu'à l'échéance des quatre années, prévues pour le séjour de ces troupes en Corse. Après quoi on m'assura que si notre sort n'était pas réglé à ce moment, nous aurions toute liberté de faire valoir nos droits.

Je n'hésitai pas un moment à ne pas tenir compte de cette

(1) Cf. notre article dans la *Revue de la Corse*, numéro 60, année 1929.

circonstance très avantageuse (l'évacuation des Présides) et à lui préférer une prompte et respectueuse déférence pour les intentions et les soucis de Sa Majesté Très Chrétienne. Les hostilités furent immédiatement suspendues et la neutralité a été jusqu'ici loyalement observée par nous, bien que les ennemis, qui occupent Ajaccio et Calvi, aient essayé de nous en tuer par des insultes réitérées et des actes hostiles.

Voici, Messieurs, le récit des événements les plus remarquables de ma conduite depuis la dernière Assemblée générale jusqu'à l'ouverture de la présente. Pendant tout ce temps nous avons été absorbés par les espérances et par l'attente relative au succès des propositions d'accomodement faites par la France.

Mais, soit que la puissante médiation du plus grand des Rois n'ait pas pu ramener à des sentiments de paix l'orgueilleux naturel de nos ennemis, soit pour tout autre raison qui nous a été jusqu'ici cachée, il y a lieu de croire, que les susdites propositions n'ont eu aucun résultat, et que toute tentative d'accommodement est abandonnée. Il nous suffit d'en avoir provoqué une ouverture complète et méritoire pour convaincre de plus en plus le monde de notre sincère inclination pour la paix, et de l'obstiné dégoût que nos ennemis ressentent pour elle.

Cette seule raison est par elle-même suffisante pour détourner de nous toute crainte que quelque souverain d'Europe, comme veulent nous le faire croire nos ennemis, pense à employer ses forces et à continuer l'injuste emploi que la République en a fait, pour essayer d'opprimer et de détruire une Nation qui fait tous ses efforts pour secouer le joug le plus barbare et le plus dur qu'on aie jamais fait subir à une autre nation, pour se replacer et maintenir dans l'ancienne et primitive liberté, éloignée qu'elle est de tout autre projet et de toute autre vue ambitieuse.

Il y aurait moins encore à craindre ceci de la France, à qui *notre Nation a donné à toutes les époques les plus grandes preuves de son invariable et respectueux attachement*. Il y aurait plutôt lieu de croire en Sa Majesté Très Chrétienne, qui avait daigné nous assurer qu'à l'expiration des quatre années du traité conclu avec la République pour la garde des Présides Corses qui, comme vous le savez, est à la veille d'expirer, après les refus répétés de toute espèce d'honnête accommodement, (refus) par lesquels cette République a

rendu inutile la médiation royale, elle devrait retirer entièrement ses troupes de Corse et laisser au sort des armes la décision finale des vicissitudes qui se produisent entre les Génois et nous.

Cette confiance nous avait fait considérer, comme sans fondement, les bruits qui avaient été répandus d'un nouvel envoi de troupes françaises en Corse *et d'une cession momentanée faite par les Génois de ce Royaume, pour, après quelque temps, le remettre entièrement à leur dévotion et sous leur domination*. En effet, comme vous le savez bien, dans ces derniers jours ont débarqué de nouvelles troupes à Ajaccio et on croit à l'arrivée d'un plus grand nombre encore. Nous ignorons l'objet et les motifs de cette nouvelle expédition. Cet événement inattendu, qui a soulevé les inquiétudes de notre peuple, offre à cette Assemblée générale un nouveau thème de réflexion et d'études pour l'engager à prendre toutes les précautions que nécessitent notre liberté et notre indépendance ».

L'abbé Rossi qui raconte ces événements (2) ajoute : Le général Paoli termina son discours *en pleurant* et au milieu de l'émotion générale, puis il se retira laissant l'Assemblée continuer ses travaux et prendre ses décisions.

A. AMBROSI-R.

*
* *

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur la phrase que nous avons soulignée. Elle leur expliquera la réaction des Corses, même francophiles.



(2) *Osservazioni storiche*, tome VIII.

Souvenirs Napoléoniens

I

PRISONNIERS DE GUERRE FRANÇAIS EN ANGLETERRE EN 1800

La scène se passe en Angleterre, en 1800, sinon à Bristol, du moins à peu de distance de cette ville, à Stapleton, où, dans la Prison de Fishponds, sont entassés près de 3.000 prisonniers de guerre français. Nous citons l'extrait d'un rapport du temps, par Thomas Batchelor et Thomas Andrews, reproduit par M. Vaughan Wilkins, p. 61 du volume *Endless Prelude*, chez Routledge and Sons (1937).

« A notre entrée, nous fûmes très frappés de la mine
« pâle, émaciée de presque tous ceux que nous rencon-
« trâmes. Généralement, ils étaient presque nus, beau-
« coup sans chaussures, ni bas. Ils allaient et venaient
« dans la cour, s'enfonçant dans une boue de plusieurs
« pouces, car ce lieu n'était pas pavé et n'avait que quel-
« ques pierres isolées, à la façon des routes les plus mal
« entretenues.

« On ne peut nier que leur alimentation ne fût miséra-
« ble. Un pain moisi et désagréable, qui laissait dans la
« bouche un goût piquant d'épices. La viande de bœuf,
« elle, était de la pire qualité.

« Chaque prisonnier recevait une livre de cet infâme
« pain, une demi-livre de charogne, dénommé « bœuf »,
« pesée avec les os, avant d'être apprêtée. C'était là
« toute leur subsistance pendant 24 heures. Seuls les
« malades à l'hôpital avaient droit à des légumes.

« Il nous semble que les prix alloués au boucher et au

« boulanger sont amplement suffisants pour se procurer
« des provisions de bien meilleure qualité.

« Quand nous fûmes de retour dans la cour extérieure,
« nous eûmes l'impression désagréable de voir deux pau-
« vres diables gisant sur le sol, à l'endroit qui condui-
« sait à la cour de l'hôpital. L'un d'eux, étendu tout de
« son long, était manifestement en train de mourir. L'au-
« tre, enveloppé dans une couverture de cheval, à moins
« que ce ne fût dans une couverture de lit, se serrait
« contre son compagnon mourant, comme s'il eût voulu
« dérober un peu de la dernière chaleur de ce malheu-
« reux. Manifestement, ils décédaient de famine.

« La majorité de ces infortunés a perdu jusqu'à l'as-
« pect des créatures humaines, tellement ils sont réduits
« à l'état de squelettes. Ils meurent, d'ailleurs, comme
« des mouches, généralement de 6 à 8 chaque jour. Au
« cours des six dernières semaines il en est décédé
« 250 ».

Dans un prochain article, je raconterai comment étaient
traités en France les quelques 12.000 Anglais qu'à la
suite de la rupture de la Paix d'Amiens (1802) Napo-
léon entretint chez nous, pendant onze années.

II

LE « CHEVAL DE GUERRE » DE NAPOLEON ET SON DESTIN

Chaque fou a sa marotte... Si j'avoue avoir dépensé
un temps presque infini à la simple recherche de ce qu'é-
tait devenu le cheval monté par Napoléon à Waterloo,
on sourira peut-être de pitié. Mais il faut que j'allègue
pour ma justification que mon grand-père paternel eut un
oncle qui, ayant fait, à Waterloo, partie de la Division
des Cuirassiers de Milhaud et pris part à la charge fa-

meuse, fut retenu, plusieurs mois durant, après la défaite, en Belgique et particulièrement à Bruxelles, jusque fort avant l'année 1816 et y put voir l'incroyable marché des chevaux qui fut tenu là avec les restes de la cavalerie impériale. Mon enfance a été bercée par les récits que, sur ce topique, me faisait ce vieillard, qui, ayant passé sa vie à soigner des chevaux, s'y connaissait évidemment.

On sait, ou on ne sait pas que, lors de la retraite de Russie, l'Empereur avait bouché les terribles vides de sa cavalerie en s'appropriant tout bonnement les montures raflées au passage des divers pays traversés. Mainte comtesse, ou baronne d'Allemagne — de celles que Fräulein Marlitt nous a décrites dans ses romans — se vit de la sorte privée du carrosse dans lequel elle faisait le tour de promenade dominical *unter den Linden* et il arrivait plus d'une fois qu'une bête fût enlevée sans autres formes de procès de son aristocratique écurie, parce qu'au premier coup d'œil elle avait plu à quelque officier en billet de logement. C'est ainsi que, d'infortune en infortune, s'étaient trouvées, après Waterloo, je le répète, attachées à des piquets de la place Royale bruxelloise, une bigarrée multitude de quadrupèdes, que d'autres, cantonnés au Petit Parc, venaient accroître à l'infini. Ah ! quels motifs pour ses crayons eût trouvé là Rosa Bonheur ! Mais elle n'était pas née encore et sa fameuse *Foire aux Chevaux* — dont l'original est au Musée de New-York, avec, je crois, une réplique à la *National Gallery* — ne date que de 1853. Il est vrai que Vernet — Horace, qui, lui, était né en 1789 — nous a peint une cavalerie napoléonienne de petits chevaux cosaques, bêtes nerveuses et pleines d'allant, qu'on n'oublie plus, quand on les a une fois contemplés à la *Galerie des Batailles* de Versailles. Ce qu'on voyait à Bruxelles en 1815-16 était, cependant, d'une truculence chevaline dépassant la plus riche imagination picturale. Le robuste Normand, l'élégant Andalou, le gros Percheron, la mon-

ture effilée des steppes russes, le gras Germain, le Mecklembourgeois haut sur pattes, l'actif Limousin, le solide coursier des Gardes, le pur sang discipliné des hussards s'y mêlaient en un grouillant pandémonium où d'adroits gangsters firent des affaires d'or, à l'exemple du fameux captain Jones anglais. Les prix variaient de 15 napoléons à 5 ou 6 napoléons pour l'achat de ces bêtes aux blessés, et elles étaient ensuite, une fois remises en état dans les écuries que ce personnage avait établies près de la porte Louise, revendues à des gentlemen amateurs à des prix que Jones et son associé, le colonel Robinson, avaient su établir et maintenir, non loin de 500 % de gain massif, ce qui leur permit de monter une maison de banque à la Montagne de la Cour et d'y réaliser, dans d'usuraires opérations d'escompte et le trafic des sherrys et des vieux madères, de fabuleux profits... Mais je m'écarte de mon sujet et c'est du cheval de Napoléon à Waterloo que je dois seulement parler ici, laissant pour une autre occasion ces réminiscences ancestrales encore bien nettes dans mon souvenir. Et, sur le rôle de la cavalerie dans les guerres de Napoléon, conséquemment, sur la nature et l'origine des chevaux qui la constituaient, il y aurait autant, sinon plus encore à dire que sur les hommes eux-mêmes.

Faut-il observer à cette place qu'entre toutes les légendes dont les hommes aiment à bercer leur fragilité, celles dont le mensonge fut, longtemps, le plus tenace eurent trait aux exploits et aventures de la Guerre? Si, par exemple, il arrivait, avant la Grande Guerre, qu'un officier de marque, de passage à Londres, eût l'heur de dîner, au Palais de Saint-James à Londres, avec quelque officier des Grenadiers de la Garde Royale, il était bien exceptionnel qu'à un moment ou un autre du repas ne lui fût pas présentée une belle tabatière sertie d'argent, sur le couvercle de laquelle se lisaient ces mots : « *Hoof of Marengo, Barb charger of the Emperor Napoleon, and ridden by Him at Marengo, Austerlitz, Jena, Wagram, and*

in the Russian Campaign, and, finally, at Waterloo ». Au commensal émerveillé, il était de règle que l'un de ses hôtes expliquât comment feu le général Angerstein, qui, 36 années durant, avait servi dans le régiment des Grenadiers de la Garde, avait, *in illo tempore*, acquis de Lord Petre le célèbre Marengo, le cheval monté par Napoléon de 1800 à 1815, l'avait conservé dans sa propriété de New Barnes, près d'Ely, dans le Cambridgeshire, s'en était servi pour la reproduction sur des juments pur-sang aux alentours de 1840..., ou un peu avant. Tout cela pouvait passer dans la chaleur d'un banquet, mais, à la réflexion, s'avérait d'une digestion tout de même un peu difficile. D'abord, il semblait malaisé d'admettre à priori qu'un seul et même cheval eût servi à l'Empereur à travers toutes ses campagnes, y compris la désastreuse retraite de Russie. Ensuite, c'était vraiment trop mal connaître Napoléon que de lui attribuer des qualités sportives et, par suite, l'amour du cheval, qui étaient totalement absents de sa mentalité. Là-dessus, il importe d'insister un peu.

Evidemment, si l'on en croyait Meissonnier — dans sa fameuse toile : 1806, qui représente la bataille d'Iéna — l'Empereur eût fait, à cheval, merveilleuse figure. Rien, cependant, n'est plus éloigné du vrai. On imaginerait, en effet, difficilement pire cavalier que notre grand Corse. Il dansait, positivement, en selle comme un pois sur une peau de tambour, imposant son grand fardeau de la plus pénible façon à sa monture, à tel point que les relations — j'en connais une douzaine et plus — de ses compagnons d'armes ne manquent pas, qui nous le montrent crevant cinq chevaux en un jour, à l'approche de quelque grande bataille. Car il avait la manie de les pousser toujours à un effréné galop, à moins que les accidents spéciaux du terrain le lui prohibassent absolument. Faut-il que je renvoie aux *Mémoires de Marbot*, l'un des rares hommes qui l'aient connu à fond? Napoléon était, en

réalité, si piètre cavalier, que sa constante préoccupation était d'obtenir de son Ecole de Cavalerie de Saumur des chevaux tout dressés, qu'il usait avec une célérité formidable. Sa façon de mener la bête ne laissait pas d'être pittoresque. Le plus souvent, il ne tenait les rênes que du bout de son index, bien que n'hésitant jamais à faire franchir les plus pénibles obstacles. A ce point de vue, une lettre de Bugeaud à sa sœur, écrite à Brünn, en Moravie, le 19 décembre 1805 — soit donc un peu plus de quinze jours après Austerlitz — ne laisse pas d'être caractéristique. Le futur vainqueur d'Abd-el-Kader avait alors 21 ans et, s'étant engagé en 1804 comme simple soldat, était évidemment loin de prévoir le destin qui l'attendait. Il nous peint un Napoléon en perpétuel besoin de mouvement, fatiguant cheval sur cheval et laissant derrière lui dans ses courses enragées ceux de ses officiers d'état-major qui tentaient de le suivre. Et l'on voudrait nous faire admettre qu'un tel homme n'aurait eu que ce mythique Marengo, tout au long de sa tumultueuse carrière ! Où donc est la vérité ? Elle ne semble point trop malaisée à dégager de la fiction. Si, au dire d'un témoin oculaire, De Coster, il monta un seul et même cheval le 18 juin 1815 depuis six heures et demie du matin — avec interruption d'une demi-heure pour le déjeuner à Belle-Alliance — jusqu'à neuf heures du soir — un cheval arabe blanc, légèrement bleuté, ou gris, à l'arrière-train — et si, comme nous le tenons de bonne source, ce cheval, dédaigné par les Bourbons, finit, en 1829, après être passé de mains en mains, dans la possession de sir Edward Thornborough, The Lodge, à Bishop's Teignton, où il trouva une sépulture, que faut-il penser du dire de Thiers, d'après lequel le cheval de Napoléon à Waterloo aurait été une bête « mal dressée » ? Une étude attentive des textes divers nous a amené à la conviction que — n'en déplaise aux fantaisies où il est représenté sur le blanc Marengo en cette fatale journée, — l'Empereur chevau-

cha deux montures à Waterloo : la première étant une juument pur sang du nom de Marie — en souvenir de Marie-Louise, — qui, déguisée en Marengo, passa finalement en la possession de sir Edward pour finir inglorieusement à La Loge et la seconde, l'animal *innominato* de Thiers, que Napoléon monta tard dans la journée et avec l'aide si maladroite d'un valet, que le héros corpulent et malade en ressentit une peine aigüe, qui le fit s'abandonner à un de ces éclats terribles, dont il était devenu coutumier. Et il reste avéré que la tabatière de Saint-James, si elle provient vraiment du sabot d'un des « *chargers* » de Napoléon, a été erronément identifiée comme provenant du sabot de *Marengo*. C.Q.F.D.

III

A BRUXELLES, A LA PAIX DE 1815

J'ai retenu des descriptions entendues de la bouche de mon aïeul une étrange vision du Bruxelles de 1815. L'envahissement des Anglais y était souverain. Et dans quelles toilettes ! J'ai, au moment d'écrire ceci, retrouvé une vieille gravure, par Gegg, du Hyde Park de ces temps-là, qui donne une assez exacte idée du carnavalesque appareil de la mode d'alors. C'était vraiment « les Anglais pour rire », hommes et femmes et il semble que l'on ait réussi à muer la forme de l'homme, créé, nous dit-on, à l'image de Dieu, en celle du plus grotesque Arlequin. Si les insulaires affluaient tant en Belgique, c'est que tous et chacun voulaient contempler la « tombe de la France », le « mortel Waterloo ». La description de Bruxelles dans *Vanity Fair* — qui commença à paraître en 1847, mais avait été commencé bien avant, — encore que composée sur des ouï-dire, concorde en somme assez avec les relations des témoins oculaires. Parmi ces pèlerins du souve-

nir, beaucoup portaient, et pour cause, des vêtements de deuil, cependant que d'autres s'empressaient autour des lits où achevaient de guérir les blessés de ce grand carnage — 4.206 morts, 14.559 blessés, 4.231 disparus. Le contraste était pénible, entre ces faces attristées de parents ou d'amis et l'air volontairement réjoui des vulgaires touristes, dévorant, parmi des propos enjoués, leurs sandwiches au jambon sur l'emplacement même de cet odieux massacre : le monticule herbeux de La Haye Sainte, où était tombé Picton, cependant que coulait à flot l'acide vin du Rhin et que retentissaient, en guise de Requiem pour les victimes, des chants de triomphe et les appels de bravache de John Bull enivré. Hougoumont semblait être le point de ralliement de ces scandaleux pique-niques. Le verger des Scotch Grey, hors des murs mal en point, ressemblait à un camp de volontaires. De petites tables, apportées de la ferme, s'érigeaient sur les tombes toutes fraîches des vaillants dragons et les nappes de toile de Hollande, dont la blancheur immaculée s'enlevait sur la rustique verdure des épaisses haies de charmes qui avaient vu tant de braves tomber, conféraient à ces frairies un aspect de kermesse en violent contraste avec les scènes d'horreur que détaillait, en un mauvais français, piqué de pire anglais, le guide officiel, De Coster. C'était, dans la chapelle en ruine, sous le crucifix peint au chœur, derrière la balustrade fracassée, où ces bons vivants se complaisaient. La fleur des pois, cependant, s'assemblait à l'auberge de la Poste, au village même de Waterloo, où le Duc avait établi son état-major. A l'arrière du bâtiment, il y avait un jardin, avec, adossé au mur de briques d'une haute grange, un énorme cerisier qui, en cet été de 1815, était chargé de fruits, ses racines, sans doute, ayant été engraisées par la masse des morts enfouis là. La voracité avec laquelle les insulaires en dévoraient les fruits revêtait une allure de répugnant sacrilège.

Un historien belge de la bataille — et non des moindres — a écrit que « les souvenirs sont le meilleur héritage des peuples et un peuple fort par la foi, les armes, le travail et la liberté, héritier de tant de générations illustres, doux et traitable, que son intérêt, comme son devoir, appelle avant tout à faire connaître, apprécier et aimer les hommes, ne fait trembler que ses ennemis... » Sur cette épineuse matière, l'oubli s'est fait, comme sur tant d'autres points mystérieux, ou non résolus, de l'Histoire. On sait cependant que, si Napoléon eût réussi à atteindre Bruxelles, maints traîtres y eussent été passés par les armes, car les listes de leur proscription en furent trouvées, avec d'autres papiers, dans la propre voiture de l'Empereur. A Mont Saint-Jean, leurs troupes avaient, pour des raisons que pas n'est le lieu d'établir ici, moins souffert que d'autres, dont les Anglais savaient dire le nom. C'est ainsi que Wellington ayant adressé son aide-de-camp au colonel d'un régiment belge de dragons légers pour lui intimier l'ordre d'entrer en action contre les cuirassiers lourds français et ce colonel s'y étant refusé, celui-ci se vit chassé du champ de bataille par le Duc et gagna, avec ses hommes, Bruxelles, tout en grommelant : « *Bah! bah! c'est trop fort, par exemple, de nous jeter contre ces gros tranche-têtes, avec leurs grands gredins de chevaux! Moi aussi, je connais un peu la guerre, moi! C'est friand, de par Dieu, d'être chevauchés de telle sorte! N'suis pas bête, moi, va!* » Mais tout cela n'empêche point que les meilleurs officiers de Napoléon, à la Campagne de Russie, furent des Belges et qu'à la Bérésina, à Borodino, à Leipzig et ailleurs encore, dans le rang comme aux postes de commandement, la bravoure belge eût éclaté. A Waterloo, tout le monde, c'est clair, en avait assez de se faire tuer pour une cause perdue et même pour un homme exécré. Pour qui, cependant, voudrait connaître la réaction belgo-hollandaise contre les

dire de Thackeray, je renverrais à la Revue : *Vragen en Mededeelingen, etc.*..., qui parut à Arnheim en 1910 (1).

A la guerre, on sait assez que l'idylle se mêle tout naturellement avec la tragédie. Le thème du beau roman de Gongora : *Angélica y Medoro*, y trouva des renouvellements multiples. Entre autres savoureuses histoires de ces jeux de Mars et Vénus, j'ai retenu celle d'un colonel britannique, vétéran des Guerres d'Espagne, qui, ayant bravement mené une charge de cavalerie aux Quatre-Bras, fut porté manquant. On le supposait soit blessé, soit prisonnier. Mais, le 18, il fut retrouvé, combattant dans les rangs d'un autre régiment. Le mystère ne fut éclairci, cependant, qu'un peu plus tard. Voici ce qui s'était passé. Le colonel, qui avait eu son cheval tué sous lui, était resté étendu sur le champ de bataille, étourdi par la chute brutale et ne revint à lui que tard après la mêlée. Ouvrant les yeux, quelle ne fut pas sa stupeur de voir, penchée sur lui et l'examinant curieusement, une plantureuse fille campagnarde, dont l'objet de la visite fût à jamais demeuré mystérieux, si celle-ci n'eût aussitôt compris — car il parlait fort bien le français — que ce beau cavalier, ressuscité d'entre les morts, en avait à toute autre chose qu'à la pureté de ses intentions de bonne Samaritaine. Ce qui advint à la suite de cette rencontre n'est pas connu dans tous ses détails. On sut seulement que le colonel, d'abord caché dans une ferme proche, fut transporté, nuitamment et toujours sous bonne garde, au-delà des lignes françaises, dans une autre métairie du village de Belles-Têtes, d'où, le 17, il rejoignit les siens, non sans avoir laissé, en souvenir de l'aventure, un germe de petit Patrick pour aider aux travaux des champs, quelque jour, alors que lui, en Albion, poursuivrait sa carrière sans trop se soucier du métier de la ferme près Belles-Têtes.

(1) Pp. 125, 200, 205 et 267.

Que de cas semblables ai-je entendu conter ! Mais nous avons tous, encore, assez frais les souvenirs de la Grande Guerre et de ces jeux de l'amour et du hasard entre tommies et filles de France, pour ne pas avoir besoin d'insister sur ce chapitre assez glissant... Si jamais les fameux autant qu'irréels — le colonel Gronow a suffisamment démontré qu'ils ne furent pas plus prononcés que celui attribué, sous sa double forme, à Cambronne (2) — mots : *Up, Guards, and at them!* », ont trouvé, avec les filles de Rubens, une application, généralement non sanglante, c'est ce qu'il me serait, en puisant dans le fond de mes souvenirs d'enfance, aisé, trop aisé de démontrer par ce que je sais des aventures amoureuses de Waterloo... Mais j'en ai assez dit pour qu'on devine ce qu'avec un plus ample espace j'aurais pu dire. Comme aussi du trafic avec les dépouilles des morts, la chose la plus avilissante, dont la racaille belge épuisa les chances jusqu'à la plus grossière imposture.

Mon grand-père avait conservé bien vifs certains autres traits de cette écœurante curée. A Bruxelles, à l'Hôtel de Flandre, place Royale, se pressait la foule des touristes de choix, accourue pour jouir à sa façon de la curée. Là, déjà, les nouveaux riches se signalaient par leurs prodigalités culinaires, qui n'avaient d'égal que le mauvais goût de ces somptueux gourmands. De gros Anglais rubiconds se versaient du Clos Vougeot avec leur potage à la reine, un authentique Cabinet Rüdesheimer — précieux vin de la comète — avec les filets de chevreuil

(2) J'ai, en 1921, dans un opuscule conservé à la Nationale sous la cote : 8° L h 5, n°2527, démontré que Cambronne n'avait jamais prononcé, à Waterloo, aucune espèce de mots. Cependant, en 1939, J.-J. Brousson, rendant compte (*L'Homme Libre*, n° 8241) des *Mots Historiques* de M. Henri Gaubert, écrit toujours : « L'a-t-il dit ? Ne l'a-t-il pas dit ? Le sûr, c'est que le mot est d'usage. Il s'épanouit sur toutes les lèvres... » (article : *Les mensonges de Clio, de Julien l'Apostat à Cambronne*).

sauce poivrade, dont la sauce haute en épices, en annihilait le racé rhénan, si délicatement acide. Pour les rissoles de volailles aux truffes, il leur fallait du muscadet et ils sablaient la bière de Mars avec les petits pois à la française, puis la gelée au marasquin et la charlotte aux abricots. Après quoi le champagne se chargeait de faire descendre et le gruyère et la salade à la mayonnaise. Leur café pris, qu'ils diluaient dans du lait, ils avalaient un plein verre de vieille fine, dont le bouquet constituait leur action de grâces à la merveilleuse cuisine du lieu, réputée alors dans toute l'Europe. « *Voyez-donc — s'exclamait le chef, en artiste que dépitait une telle bestialité — ces fichus casse-dents d'Engliches ! Ça avale le Bourgogne comme du petit lait ! Si ça n'est pas une honte !* » Et l'artiste cordon bleu en crachait de dégoût et s'éloignait de la scène de ce sacrilège, d'une démarche désolée. J'allais oublier d'ajouter que le menu de ces agapes était à cinq francs...

Un autre jour, peut-être, si le caprice m'en revient, je continuerai ces souvenirs ancestraux relatifs à Waterloo...

Camille PITOLLET.



Le Tribunal de l'Inquisition en Corse

Un document relatif aux biens possédés par le couvent de San Giacintu à Santa Maria di Lota, en date du 21 novembre 1661, contient quelques renseignements intéressants sur la résidence de ce tribunal du Saint Office en Corse (1) ; il complète ainsi ceux que donne M. l'Abbé Casanova dans son *Histoire de l'Eglise corse* (2) :

« Dinanti il m[ol] to R. Sig. Paolo Moro, can [celiere] di Mariana e sotto collettore della decima imperiale ordinata dalla Santità di N. S. Alessandro Settimo, sommo pontefice romano, frà Luigi Fieschi, dell'ordine de Pred[icato]ri (3) e vic[ari]o gen[era]le del S. to Off[ici]o nel Regno di Corsica et isola di Capraiia dice..!. che nelli anni a dietro il *vicario gen[era]le del So Offo di Corsica risedeva nel luogo di Bonifacio ove è il monasterio de Frati Pred. ri* e, p[er] che fù stimato più opportuno che risedesse nella città della Bastia p[er] agevolare la speditione delle cause del Sto Tribunale, essendovi in essa oltra la diversità delle religioni molti dottori, legisti e canonisti, fù ordinato dalli Em. mi Sigri Card^{li} della Sacra Congregazione rimanesse anche vic^o del convento di Lota affinche havesse da vivere e da mantenersi, come ne appare lettera sotto li 29. giugno dell'anno 1630... Qual convento di Lota non hà rendita di sostanza et a pena vi si pol (*sic*) mantenere un sol sacerdote (e) con un laico malamente campandosi con la elemosina di pane di orzo, miglio e grano al numero di cento

(1) Cant. S. Martino arr. Bastia ; in série G, Diocèse de Mariana et Accia, Temporel, des Archives départementales.

(2) T. I, p. 383.

(3) Dominicano.

al più che si fà la settimana cercando p[er] quei luoghi poveri e miserabili con qualche lemosina di vino dalla cerca fatta al tempo delle vendemie... »

Voici la copie de la lettre adressée à l'Inquisition de Gênes par la Sacrée Congrégation autorisant la résidence à Bastia de ce juge :

« M. to R. P.re — Gia che V.P. approva il pensiero del vic. del S. Ufficio di Corsica che rapresenta esser meglio e quasi necessario p[er] il buon essito, espeditione delle cause del S. Ufficio che egli risieda nella Bastia e non in Bonif[aci]o ove al presente si trova, questi Em.mi miei SS.ri si contentano che egli vadi a starvi e, perche habbia da vivere e mantenersi, s'ordina che sia deputato vicario di quel convento che vi ha la religione dominicana. Potrà V.P. avisarlo del tutto et occorendoli in cio altro lo significhera quivi et il Signor Iddio la conservi.

Di Roma li 29 giugno 1630. di V.R. come fra [te]llo F.A. cardinal. S. Onofriu.

Paul AIMÈS.

TRADUCTION

Par devant le très Révérendissime Paul Moro, chevalier de Mariaña et collecteur adjoint de la dîme impériale ordonnée par Sa Sainteté N. S. Alexandre VII, grand pontife romain, frère Louis Fieschi, de l'ordre des frères Prêcheurs et vicaire général du Saint Office dans le royaume de Corse et l'île de Capraja, dit... que dans les années passées le vicaire général du Saint Office de Corse résidait à Bonifacio, où est le monastère des Frères Prêcheurs et parce qu'il fut jugé plus opportun qu'il résidât dans la ville de Bastia pour faciliter l'expédition des causes du Saint Tribunal, ville où se trouvent, outre la diversité des religions, beaucoup de docteurs, de légistes et de gens versés dans le droit canon, il fut ordonné par les éminents cardinaux de la Sacrée Congrégation qu'il restât vicaire du couvent de Lota, afin qu'il eût de quoi vivre et se maintenir, comme on le voit d'après la lettre du 20 juin 1630. Ce couvent de Lota n'a pas de revenu matériel ; à peine peuvent y subsister un seul prêtre et un laïc, qui y vivent malaisément de l'aumône de pain d'orge, de miel et de froment, à raison d'une centaine au plus par semaine, que l'on reçoit en quêtant dans

ces lieux pauvres et misérables ; on peut y ajouter l'aumône d'un peu de vin à l'époque des vendanges.

Lettre adressée à l'Inquisition de Gênes par la Sacrée Congrégation autorisant la résidence à Bastia de ce juge :

Très Révérend Père : Puisque vous approuvez le projet du vicaire du Saint Office de Corse qui vous informe qu'il vaut mieux et qu'il est pour ainsi dire nécessaire pour la bonne fin et la bonne expédition des causes du Saint Office qu'il réside à Bastia, non à Bonifacio où il est en ce moment, ces Eminents Patrons acceptent qu'il aille y habiter et pour qu'il y ait de quoi vivre et se maintenir il est ordonné qu'il soit nommé vicaire du couvent que l'ordre des Dominicains y possède. Vous pourrez l'aviser de tout cela et de ce que vous jugerez à propos. Que Dieu le conserve.

A Rome, le 29 juin 1630 (4).

De Votre Eminence,

LE PÈRE F. A.,

Cardinal de Saint Onofrio.



(4) Le concile de Vérone (1184) confirmé par celui de Latran (1215) ordonna la recherche et la punition des hérétiques (Cathares, Albiges et autres). Innocent III délégua contre eux les moines de Cîteaux, Saint Dominique se consacra à leur conversion, mais le tribunal de l'Inquisition ne fut vraiment constitué qu'en 1233 par le pape Grégoire IX. Il en confia la direction aux Dominicains qui en eurent désormais la charge. Innocent IV l'établit en Italie (1251). La Congrégation du Saint Office ou de l'Inquisition dut sa forme définitive à Sixte V (1585). Elle comprit 12 cardinaux, un commissaire de l'ordre des Dominicains, des correcteurs choisis par le pape, des qualificateurs, un avocat pour la défense des accusés. Tous les cas d'erreur ou d'abus étaient soumis à sa juridiction et la procédure était entourée de minutieuses précautions. Voilà ce que fut l'Inquisition ecclésiastique qu'il ne faut pas confondre avec l'Inquisition politique d'Espagne, que Torquemada a rendue célèbre et que Napoléon I^{er} abolit par un décret de 1808. En Corse, l'Inquisition dut être introduite avec « l'hérésie » des Giovannali, vers 1350.

La Corse au XVI^e Siècle

Récit d'un voyageur

Nous trouvons dans la Bibliographie des livres sur la Corse, où notre collègue Mansion, aujourd'hui malheureusement décédé, a signalé les ouvrages même rares, celui de Gabriel Syméon, Florentin (1), qui, en 1557, fit un voyage en France, aux lieux où vécut Pétrarque, puis se rendit à Lyon et revint en passant par Marseille, Toulon et la Corse jusqu'à Rome. Il recueillit au passage, sur les lieux visités, toutes les inscriptions antiques qu'il transcrivit dans son opuscule et rédigea sur la Corse un passage où cette île est présentée comme un pays *sauvage* habité par des *sauvages*. Pour ne pas laisser ignorer à nos compatriotes un récit que personne n'a donné jusqu'ici et qui est loin d'être flatteur pour leur patrie, nous le traduisons :

« Ayant laissé à grand regret Valcluse (Vaucluse), je m'en retournai à Marseille où je ne tardai guère à m'embarquer et arrivé en Corse ne trouvai à la Jaze (Ajaccio) aucune chose antique, mais bien la moderne ici représentée ».

Ici se trouve reproduite une inscription qui dit :

« Hieronymus de Moneglia, légat dans cette île de

(1) *Les Illustres observations antiques* du seigneur Gabriel Syméon, Florentin, en son dernier voyage d'Italie, l'an 1557. A Lyon, par Jean de Tournus, MDLVIII. Le livre est dédié à Monseigneur le Révérendissime et très illustre prince Charles Cardinal de Lorraine, archevêque de Reims et premier Pair de France. In-8 carré de 134 pages. — Nous devons à l'obligeance de M. P. Bonardi, homme de lettres et conférencier réputé, qui réussit à dénicher ce livre introuvable, une communication qui nous a vivement intéressé, comme elle intéressera, nous en sommes certain, nos lecteurs.

Corse et commissaire pour le compte du Magnifique Office de Saint-Georges, pour maintenir dans la paix et le devoir les peuples qui n'étaient pas encore calmés depuis la rébellion de la précédente année, défendit ce qui lui avait été confié par les armes et avec prudence ; il mérita des éloges et entreprit la construction des murs de cette cité d'Ajaccio, avec le concours d'un architecte français ; il en vint presque à bout en l'an 1503 ».

Il continue ensuite :

« C'est le pays le plus désespéré et sauvage qui soit en tout le monde, duquel, Monseigneur, s'il vous plaisait ouïr encore mieux parler et scavoir que c'est, j'ai mis ci-dessous une satire que je composai en me jouant sur la mer avec un stile coulant, bas et commun que les bons esprits de notre temps ont appelé *bernique* (2), à cause d'un poète nommé Bernie, favori du duc Alexandre de Médicis, qui en fut premier inventeur, pour avoir plus grande liberté et licence de mettre en vers toutes ses fantaisies poétiques, en se moquant des uns et des autres, auquel endroit un autre stile et manière plus grave ne donnerait tant de plaisir aux hommes, car le principal point d'un poète ou orateur est d'user de paroles et mots convenables à la matière de laquelle il traite : qui est ce qui fait dire à Horace, en son livre de l'Art poétique : « Celui qui mêla l'utile à l'agréable, en charmant son lecteur et en l'avertissant du même coup, mérite tous les suffrages ».

Puis, s'adressant à M. Thomas Sertini, citoyen de Lyon, qu'il a sans doute connu dans cette ville :

« Désireux d'arriver en Italie, même lentement, nous reprîmes le chemin ennuyeux et pénible. Nous découvrîmes enfin la Corse lointaine, que les Grecs appelaient Cynos. Là réside un gouverneur représentant du Roi, Orsini Giordano. Nous arrivâmes à la Giaccia, toujours héritière du grand nom d'Ajax et où l'Orsini a établi sa

(2) C'est-à-dire en français : argot.

résidence personnelle. Sans être jaloux de son heureux sort (s'il paraît tel), chacun peut le lui abandonner comme lieu d'exil et auberge de la mort. Ce lieu est couvert de montagnes farouches et de vallées obscures, il est vide de tout bien, mais rempli d'ours et de chiens féroces ; la mer de tous côtés l'assaille. Vous y verriez des hommes et des femmes au visage si affreux et aux vêtements si courts et si étroits que vous seriez tenté de faire mille et mille signes de croix.

Je ne sais pas, Sertin, si par hasard vous avez lu que les Romains, quand ils avaient à reléguer un malfacteur, l'envoyaient dans cette île. On ne trouve rien ici, ni miel, ni beurre, ni arbre capable de porter un fruit agréable ; vous n'y trouveriez que la bonne liqueur de Bacchus. Cela n'arrive pas partout, Sertin, sinon en quelques petits coins de terre étrangère, qui forment une région tout de même un peu moins stérile et affreuse. Les Espagnols et les Turcs se disputent cette terre, ils volent les voyageurs et font à nous mêmes la guerre. Même quand nous étions présents, quelques brigands dévalisèrent à Ajaccio, en toute hâte, un commissaire, un capitaine et des fantassins.

Le Sénat romain, qui ne perdit jamais de vue son intérêt, ne tint cependant aucun compte ni du terrain ni du reste et si néanmoins quelque Romain y vint, c'était pour lui faire injure ou quelque dommage. (Exemple : Caius Papirius, vainqueur des Corses), comme cela arriva à beaucoup d'autres rebelles anciens.

Cela suffit pour dire que j'aurais pu courir cette année de très grands dangers sur mer et sur terre, avec une immense inquiétude.

Après quoi nous passâmes devant le Cap Corse, l'île d'Elbe, Pianosa, la montagne qu'on nomme du Christ et le rocher d'Hercule, qui présente son échine. Je suis arrivé sain et sauf à Rome.

(FIN)

(Trad. A. Ambrosi).

Cartographie de la Corse

On trouve au Min. des A.E. l'indication d'une carte de la Corse, qui est peu connue et que voici (1).

Compte-rendu par M. Barbier du Bocage, fils, de la carte de la Corse, dressée au dépôt général de la guerre par M. le colonel Jacotin. Extrait du bulletin n° 32 de la Société de Géographie :

Carte topographique de l'île de Corse, dressée par ordre du Roi, d'après les levés de Testevuide et Bédigis, gravée au dépôt général de la guerre, à l'échelle d'un mètre pour 100.000 m., terminée sous la direction de M. le comte Guilleminot, lieutenant général, pair de France, directeur du dépôt général de la guerre, et publiée sous le ministère de S. E. Mgr le baron de Damas, pair de France, secrétaire d'Etat du département de la guerre ; Paris 1824.

*
**

Le compte rendu commence par des considérations générales sur l'histoire. Elles n'offrent qu'un intérêt médiocre.

Avant 1770, on avait publié plusieurs cartes de la Corse. Jaillot en avait gravé une en 1738 par ordre de la République de Gênes. Lerouge avait fait paraître en 1768 une carte militaire en deux feuilles, avec beaucoup de détails curieux et circonstanciés. Mais ce travail manquait d'ensemble et de bases. En 1770, Choiseul, par édit du Roi, ordonna de lever le cadastre de l'île. Testevuide et Bédigis en furent chargés et ils terminèrent, en 1791, 37 rouleaux à l'échelle de 1 pour 10.800, avec la statistique de toutes les communes de l'île. M. Jacotin, neveu de Testevuide et colonel du Corps royal des ingé-

(1) M.A.F. Registre 1777, (1829). N° 1539 (122, folio 365).

nieurs géogr. militaires, membre de l'Institut d'Egypte, chef de la section topographique du dépôt général de la guerre, y a beaucoup contribué et c'est lui qui a été chargé d'exécuter la nouvelle carte, en compagnie de tableaux statistiques importants dont voici quelques extraits.

Cette carte comprend 8 feuilles, dont les coordonnées passent par le centre de l'île, de sorte qu'on a réduit le nombre de feuilles à 4 grandes et à 4 petites. La première de ces 8 feuilles représente 2 cartes, 1 carte donnant la position de l'île dans la Méditerranée avec le méridien de l'Observatoire de Paris ; 2° la carte des triangles de la Corse observés de 1773 à 1790 pour l'exécution du cadastre.

Ce canevas a été dressé d'après les opérations géodésiques faites sous la direction de Testevuide et Bédigis par le colonel Tranchot, décédé (1). A cet examen est joint un tableau alphabétique des points trigonométriques de la Corse ; il y en a 96, dont 79 en Corse, 9 en Sardaigne, 8 sur les côtes et îles de Toscane.

Suivent quelques-uns de ces points.

La plus grande élévation est le mont Rotondu : 1417 toises 91 centièmes (2763 m. 55), pour la Paglia Orba, 2649,97.

Suivent quelques indications historiques sur la Corse qui avait dans l'En-deça des monts : 7 provinces et 45 pièves :

Bastia : 6 pièves ; Cap Corse : 4 ; Nebbiu : 6 ; La Porta : 7 ; Aleria : 6 ; Corte : 8 ; Balagne-Calvi : 8.

Total : 45 pièves.

(2) En 1822, M. de Hell, capitaine de frégate, membre de la Société de Géographie, a été chargé par le ministre de la Marine, de faire des observations astronomiques et des relevements spéciaux de l'île de Corse. Le travail de cet officier s'accorde à peu près avec celui de Jacotin. Un des objets les plus importants du travail de M. Hell était la recherche de tous les écueils sous-marins dans les parages de cette île.

Ces 45 pièves forment aujourd'hui 40 cantons, dont plusieurs ont conservé leur nom de pièves et forment 3 arrondissements :

Bastia : 19 cantons ; Corte : 15 ; Calvi : 6.

Total : 40 cantons.

4 provinces sont dans l'Au-delà des monts et comprenaient :

Ajaccio : 7 pièves ; Vicu : 6 ; Sartène : 6 ; Bonifacio : 2.

Total : 21 pièves.

Ces pièves sont aujourd'hui réparties en 20 cantons :
12 cantons pour l'arrondissement d'Ajaccio.

8 pour celui de Sartène.

*
**

Les échelles de la carte de Jacotin (1539-122) (six vergés d'échelles) nous donnent la comparaison des différentes mesures dont on peut faire usage sur cette carte :

La première est à l'échelle de 1 à 100.000 mètres employée généralement par le dépôt général de la guerre.

La seconde, la lieue de poste de 2000 toises ou 3897 mètres ;

La troisième, la lieue terrestre de 25 au degré ou 2280 toises, c'est-à-dire 4444 mètres ;

La quatrième, la lieue marine, de 20 au degré ou de 2850 toises, c'est-à-dire 5556 mètres.

La cinquième, le mille d'Italie, de 60 au degré ou 950 toises, c'est-à-dire 1850 mètres ;

La sixième, le mille de Corse, qui n'est en usage que dans cette île, et qui est de 68 au degré, ou de 838 toises, c'est-à-dire 1654 mètres.

Il est à remarquer que cette dernière mesure est, à peu de chose près, la même que le mille anglais, de 69 1/2 au degré.

Tableau de la superficie et de la population

ARRONDISSEMENTS	Cantons ou justices de paix	En lieues carrées	En arpents de 20 pieds	En arpents métriques	Myria- mètres	par arrondissem.	par cantons T. M.	par lieue carrée
Ajaccio.....	12	103,99	486.641,79	205.402.98,54	20,54	41.530	3462	400
Bastia.....	19	68,95	322.708,23	136.209.49,78	13,62	55.216	2011	802
Calvi.....	6	50,77	237.593,43	100.284.02,99	10,02	19.479	3246	384
Corte.....	15	125,81	588.768,12	248.508.72,25	24,85	42.536	2836	338
Sartène.....	8	93,32	436.729,25	184.335.95,70	18,43	21.478	2685	230
Total.....	60	442,84	2070.441,25	874.741.19,26	87,47	180.348	3006	407



Les lieux les plus importants sous le rapport de la population sont :

Bastia	9.316 habitants
Ajaccio	7.401 habitants
Bogognano	2.155 habitants
Bastelica	2.017 habitants
Corte	2.735 habitants
Bonifacio	2.479 habitants
Sartène	2.200 habitants
Sartène	2.200 habitants
Calenzana	1.885 habitants
Olmeto	1.438 habitants
Porto-vecchio	1.298 habitants
Ghisoni	1.189 habitants
Calvi	1.175 habitants
Vescovato	1.050 habitants
Rogliano	1.338 habitants
Luri	1.180 habitants

Suivent des considérations sur les productions de la Corse.

(M. A. ETR.)



L'organisation militaire au temps de P. Paoli

Quand un pays acquiert l'indépendance, quand une démocratie est entourée de gouvernements monarchiques ou dictatoriaux qui le menacent, la première préoccupation doit être, pour des citoyens libres, de s'organiser en vue de la guerre qui peut menacer leur liberté ou même la détruire. Dans ce but, il est naturel qu'ils songent non à organiser une armée permanente et à des institutions dites militaristes mais à une milice dont le patriotisme serait la principale arme.

Or nous avons dans l'histoire l'exemple d'une organisation, ou du moins d'une tentative d'organisation semblable : celui de la Corse, au temps de Pascal Paoli, président de la République insulaire.

Pour saisir comment il avait prévu cette défensive, il n'y a qu'à le demander à cette étude si complète et si sérieuse que Mlle Julie Battesti, agrégée de l'Université, avait rédigée à l'aide des documents d'archives pour son mémoire de diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie qui avait obtenu la mention bien.

A. A.-R.

La tâche la plus urgente est de sauvegarder l'indépendance acquise et de libérer complètement le pays de la tutelle génoise. C'est pourquoi l'organisation militaire est une des principales préoccupations du Gouvernement. Dans ce domaine, Paoli a tous les pouvoirs. Chef suprême de « toutes les affaires concernant la guerre », il s'attache à équiper militairement le pays en réorganisant l'armée (œuvre que ses prédécesseurs avaient ébauchée)

en créant sur place des fabriques d'armes et de poudre, et, enfin en lançant une petite marine de guerre.

L'armée naturellement reste le principal de ses soucis.

L'ARMÉE

A l'arrivée de Paoli en Corse elle est constituée de deux éléments : une milice populaire, une petite troupe régulière.

I. — La milice

Sur les milices avait reposé longtemps tout le système de défense. Spontanément, lors de la révolte tous les hommes qui le pouvaient avaient pris les armes. Mais ce n'était qu'une levée en masse, sans aucune organisation : les chefs étaient élus par les soldats qui, leur campagne finie, retournaient chez eux. Les différents chefs s'employèrent à mettre un peu d'ordre dans cette cohue. Le général Gaffori établit en 1751 une hiérarchie dans le commandement, correspondant à l'organisation administrative, c'est-à-dire : un chef par village, subordonnés aux chefs de piève. En même temps il fixa le contingent d'hommes que devait fournir chaque village.

Paoli achève d'organiser la milice.

1° *Les cadres.*

Il n'y a pas de vénalité des charges, mais les officiers sont soit élus, soit nommés, compromis entre la souveraineté du peuple et les nécessités de la guerre. A la tête de chaque paroisse se trouvent un capitaine et un lieutenant d'armes (peut-être y en a-t-il plusieurs selon le chiffre de la population. Les documents ne nous permettent pas de préciser ce point). Ils sont élus par la « communauté ». Le texte de la Consulte de Corté (novembre 1755) dit exac-

tement : « l'élection des capitaines et lieutenants d'armes, qui devront être les plus accrédités de la paroisse, est faite par la communauté » ; sans doute votent tous les hommes mobilisables.

L'élection des capitaines et lieutenants d'armes doit être soumise à l'approbation du Général et du Conseil suprême.

A la tête de chaque piève se trouve un Commissaire de piève, sous les ordres duquel sont tous les capitaines et lieutenants de paroisse de la piève.

Le Commissaire de piève est nommé par le Général et le Conseil pour un temps indéterminé et uniquement à leur volonté.

(Les Commissaires de piève, que l'on appelle aussi chefs de guerre, sont des personnages importants et souvent convoqués aux Consultes même après leur sortie de charge) (1).

Lors d'une expédition militaire, ou lorsqu'il le juge opportun, le Général peut nommer un « commandant de marche » auquel doivent obéir les Commissaires de piève. C'est ainsi que Casabianca fut, en 1757, commandant de marche dans le Nebbiu, Vincinguerra, en novembre 1758 « Directeur des marches pour la province de Bastia ».

Enfin, le Général est le chef suprême.

La hiérarchie est donc très simple :

Capitaine et lieutenant d'arme (paroisse) ;

Commissaire de piève (piève) ;

Commandant des marches (province) ;

Général (Royaume).

(1) Ils le sont aussi aux Congrès. Voici par exemple la convocation qui leur est adressée le 21 octobre 1764 : « On ne peut douter de la venue en Corse des troupes royales. Le gouvernement s'est vu dans la nécessité de convoquer tous les sujets qui ont occupé la charge de conseiller d'état et de commissaire de piève ». (*Lettres de Paoli*. Série III).

Elle ne change pas jusqu'en 1758, date à laquelle on réorganise totalement les milices comme nous le verrons par la suite.

2° *Le recrutement.*

Tous les Corses sont mobilisables de 16 à 60 ans, sauf les ecclésiastiques, mais plusieurs de ceux-ci servent volontairement dans les milices et en 1767 le Général à la Consulte de Casinca (2) ordonne que tous les ecclésiastiques soient commis à la garde des forts.

Cette organisation est essentiellement démocratique.

3° *Le fonctionnement des milices.*

Les capitaines et lieutenants établissent la liste des personnes « aptes aux armes » de leur paroisse (3) et l'envoient au Commissaire de piève. Celui-ci garde une copie de l'acte et expédie l'original au Général. Le Général et le Suprême Conseil, en principe, le Général en fait, ordonnent les marches et fixent le nombre d'hommes qui doit y prendre part par piève, en proportion des aptes aux armes de chaque piève. Voici sous quelle forme il envoie les ordres :

Pascal de Paoli,
Général du Royaume.

Cher Commissaire de la piève du Niolu :

Devant faire une tournée dans les villages de l'intérieur,

(2) Casanova : *Histoire de l'Eglise corse*, tome II, p. 172.

(3) Voici la proportion des « aptes aux armes » dans quelques paroisses d'après le recensement de 1763. (A. D. Corse. Carton : « Armée : Rôle des compagnies, ») et un mémoire anonyme de 1757. (A. Nationales, K. 1225²).

Paroisse de Canale : 43 feux, 182 âmes, 50 aptes aux armes. — 16 demi feux : 33 âmes, pas d'aptés aux armes.

Paroisse de Campo Verde : 22 feux, 6 demi feux, 105 âmes, 20 aptes aux armes.

Paroisse de Corbara : 300 feux, 1272 âmes, 400 aptes aux armes.

La proportion est donc très forte : elle est généralement de plus du 1/4 de la population.

vous êtes prié de vous trouver ici [à Corté] le samedi 10 courant, avec une troupe d'au-moins 50 hommes. Sûrs de votre ponctualité et de votre zèle, nous vous souhaitons du ciel bonheur et prospérité » (4).

Corté, 8 novembre 1764.

Le Commissaire de piève, recevant un ordre de cette sorte, répartit les soldats à lever dans la piève, entre les paroisses, selon les possibilités de celles-ci et transmet ses ordres aux capitaines et lieutenants d'armes, leur fixant un rendez-vous.

A partir de ce moment on ignore comment les capitaines d'armes désignent les hommes qui doivent les accompagner. Sans doute y a-t-il un roulement, mais il fonctionne probablement mal, car la circulaire de mai 1768 qui réorganise les milices et établit un roulement, dit : « Nous voulons établir une méthode par laquelle personne ne sera plus lésé aux dépens des autres » (5).

Les capitaines et lieutenants d'armes avec leurs hommes vont rejoindre le Commissaire de leur piève, qui se met à leur tête. Arrivant au lieu fixé par le Général, il remet au Commandant de marche, s'il y en a un, ou au Général, la liste de ses soldats. Il reçoit les ordres et les transmet aux capitaines et lieutenants.

Les miliciens apportent eux-mêmes leur nourriture pour 8 jours ; si on les garde plus longtemps, ils se nourrissent aux frais de l'Etat : « Je me trouve seulement avec 8 hommes de Lucciana, — écrit un Commandant de marche —, qui, ayant fini leur temps de service, n'ont plus de provisions et se nourrissent aux frais du public » (6).

(4) A. Dép. de Corse. Carton : « Armée. Rôle des Compagnies ».

(5) A. D. Corse. Carton : « Magistrato di Capo Corso ». (Général et Conseil suprême au... ; Mai 1768).

(6) Lettre de Baldassari, 7 mars 1762. (A. D. Corse. Carton : « Période corse, sans date et 1736-1769 »).

Les soldats doivent aussi apporter leurs munitions : « Obligez tout fusilier (7) à avoir au moins une livre de poudre et des balles » (8) écrit Paoli, et, dans ses lettres aux Commissaires de piève, il recommande fréquemment d'obliger les soldats à apporter leurs munitions, que l'Etat ne peut leur fournir gratuitement.

Les milices ne peuvent, par la force des choses, donner de bons résultats. Les allées et venues, nécessitées par l'obligation de ne garder les soldats que huit jours, compromettent le résultat des campagnes.

Beaucoup de Corses essayent de se soustraire au service si onéreux. Pour les contraindre, on institue des amendes qui frappent tout fusilier, absent d'une marche à laquelle il a été convoqué. La Consulte de Corte fixe 20 sous d'amende, mais le tarif a sans doute été augmenté par la suite, puisque nous avons une lettre du 13 novembre 1758 de Vinciguerra (Commandant de marche) dans laquelle il menace tout fusilier, absent, d'une amende de 10 *lire*, sans compter les peines arbitraires que fixera le Général (9). Mais cette punition n'est sans doute pas suffisante et plusieurs fusiliers, non seulement manquent à l'appel, mais résistent lorsqu'on veut leur faire payer l'amende (10). « Les ordres de marche qui se donnaient aux peuples de notre Royaume étaient promptement exécutés par de valeureux et zélés compatriotes, mais transgressés par certains qui préférèrent à l'avantage public leur intérêt privé, et à la gloire de s'employer pour la patrie l'ignominie de vivre dans une oisiveté méprisable » (11), constate avec amertume le

(7) Tout soldat est appelé « fueillero » à cause du fusil qui figurait dans son armement.

(8) Lettre de Paoli à Valentini, 28 novembre 1755 : A. D. Corse. Carton : « Documents non classés. Don Santori ».

(9) A. D. Corse. Carton : « Période corse, sans date et 1736-1769 ».

(10) A. D. Corse. Carton : Finances (2).

(11) A. D. Corse. Carton : Magistrato di Capo Corso.

Conseil suprême dans sa circulaire de mai 1768 qui réorganise les milices.

Souvent les capitaines d'armes et les lieutenants mettent mauvaise volonté à envoyer le nombre d'hommes demandés, et dans plusieurs lettres, Paoli se plaint d'avoir trouvé aux rendez-vous beaucoup moins d'hommes qu'il n'en a demandé (12).

Enfin la discipline est loin d'être stricte, les fusiliers en campagne couchent chez l'habitant et leur conduite provoque parfois des troubles. On essaye d'y remédier en rendant les chefs responsables des méfaits de leurs hommes (13) et Paoli recommande aux chefs la plus grande sévérité : « Les ordres que vous donnez, faites qu'ils soient exécutés sans rémission, et si pour cela vous avez besoin de quelques hommes de la troupe régulière, adressez-vous à Furiani » (14).

Réorganisation des milices en 1768.

Lorsqu'en 1768, les Corses ont à combattre les Français, Paoli essaye de soumettre les milices « à une discipline militaire ». Un plan d'organisation est imprimé et envoyé immédiatement aux Magistrats provinciaux, leur ordonnant « d'élire deux députés pour former les compagnies » (15).

Les milices sont organisées de la façon suivante :

Dans les villages comptant 90 hommes ou plus de 16

(12) 1^{er} mai 1763. Lettre au Magistrat de Balagna : « Les villages de cette province n'ont pas envoyé assez d'hommes surtout celui de Cattari qui avec mauvaise foi n'a envoyé que 3 hommes plus capables de faire n'importe quel autre métier que celui de fusilier ».

(13) Lettre de Vinciguerra aux chefs de guerre (Lettres de Paoli. Série III, p. 10), 21 janv. 1765 : « Les chefs de guerre doivent obliger leurs troupes respectives à vivre plus tranquillement et avec plus d'ordre... ils sont entièrement responsables des fautes... ».

(14) Paoli à Vinciguerra, 23 novembre 1758.

(15) A. D. Corse. Carton : Magistrati di Capo Corso.

à 60 ans, on forme 3 compagnies de 30 hommes au plus chacune. Chaque compagnie est commandée par un capitaine, un lieutenant, 2 sergents, 3 caporaux (ces officiers sont-ils toujours élus?).

Dans les villages comptant moins de 90 hommes on forme une seule compagnie divisée en tiers.

Chaque compagnie, ou tiers, va servir pendant que les deux autres restent au village, elles se relèvent ainsi tous les 8 jours.

Le Commissaire de piève, une fois par mois, passera la revue de toutes les milices de sa piève. « Elle servira à vérifier si les miliciens ont les provisions nécessaires de poudre, balles, pierres à fusil, et aussi à leur communiquer les ordres du Général ». A Noël et à Pâques, une revue générale des milices de toute une province aura lieu, passée par un inspecteur délégué du Général. Il est chargé de punir les officiers et soldats coupables.

Pour préparer le logement des troupes lorsqu'elles se déplacent, un fourrier et un major sont adjoints au Commissaire de piève (nommés par lui). Ils précéderont la troupe et prépareront tout pour son arrivée « en lésant le peuple le moins possible ».

Enfin le fonctionnement des milices est réglé dans ses moindres détails. Cette nouvelle organisation aurait peut-être amélioré la valeur des milices, mais à peine est-elle établie qu'elle disparaît avec l'indépendance corse.

II. — La troupe régulière

1° Organisation.

A cause du mauvais fonctionnement des milices, les chefs corses avaient souvent essayé d'établir une troupe payée, de laquelle on pouvait exiger une plus grande discipline. Mais le manque d'argent les avait arrêtés. Ce n'est qu'en 1753 que la Consulte de Corte put établir une troupe de 124 hommes en imposant une taxe de 2

lire par feu. Cette troupe devait avoir disparu dans l'anarchie qui précéda l'arrivée de Paoli.

Celui-ci, aussitôt après son élection, s'occupe avec ardeur d'organiser une nouvelle troupe. Le Consul de France à Bastia (d'Angelo), signale, le 6 août 1755 : « Paoli a formé lui-même une garde particulière avec divers déserteurs allemands de ces présides qui sont nourris et payés avec la plus grande exactitude » (16) et, le 8 septembre, Paoli écrit : « Je m'occupe à former à la hâte un bon corps de troupes régulières » (17).

Cette troupe est déjà importante puisqu'à peu près à la même date (31 septembre) d'Angelo écrit : « 3 des 6 compagnies de Paoli composées de 50 hommes chacune parcourent le pays » (18) et dans le *Journal d'un combattant* de l'époque, Antoine Buttafuoco, nous trouvons les mêmes chiffres : « Le 14 septembre 1755 on fit une revue de 300 hommes commandés par 6 capitaines, chaque capitaine en commandait 50 ».

C'est surtout à cette époque qu'on peut se demander comment Paoli peut avec tant « d'exactitude » payer les soldats, car il n'existe aucun impôt (19). Une taxe de 2 lire par feu est établie en mars et août 1756 et la circulaire qui annonce sa prochaine levée dit : « Vous voyez bien, très aimés compatriotes, les grands avantages que vous retirez de la présence d'une troupe payée qui vous soulage de l'inconvénient des marches continuelles et a épouvanté nos ennemis... » (20).

(16) Archives Nationales : Série B¹ Affaires étrangères 204.

(17) *Lettres de Paoli*. Série II, p. 25. (Lettre de Paoli à Salvini, 8 septembre 1755).

(18) *Journal d'Antoine Buttafuoco*. Bulletin de la Société des S., 1913, n° 357, p. 67.

(19) Nous avons vu que le consul français, d'Angelo, prétend que le consul britannique de Livourne aide les Corses ; il semble aussi que l'Ordre de Malte à qui certains Corses voulaient céder l'île ait fourni quelque argent au début du généralat de Paoli.

(20) *Lettres de Paoli*. Série II, p. 92.

C'est la première fois que la troupe régulière est officiellement mentionnée.

La Consulte de Tavagna, en février 1761, décide, d'après Rossi (21), la levée de 18 compagnies dont Paoli nomme les capitaines et qui comprennent 100 hommes chacune.

Enfin la Consulte d'octobre 1762 (22), ordonne qu'on lève 2 régiments de 300 hommes chacun dont elle nomme les colonels : Baldassari et Buttafuoco.

L'effectif de la troupe est donc à partir de cette date de 2700 hommes.

La Consulte de mai 1768 décide d'augmenter considérablement la troupe soldée, mais nous n'avons aucun chiffre postérieur.

En tout cas l'effectif de la troupe est beaucoup plus élevé qu'on ne le croit généralement, car on mentionne seulement les 600 hommes levés par la Consulte de novembre 1762 alors qu'avant cette date, il existe incontestablement une armée régulière. Les rôles des compagnies (23) de 1763 à 1768 nous donnent 26 compagnies sans indiquer malheureusement l'effectif de soldats, mais seulement la somme payée. Or, comme nous le verrons, le paiement de la solde est très irrégulier et on ne paye jamais la totalité de la somme due, de sorte qu'on ne peut en déduire le nombre d'hommes. Cependant, il est probable que chaque compagnie comporte environ 100 hommes, comme celles dont parle Rossi en 1761, nous avons ainsi à peu près 2700 hommes.

L'organisation de cette troupe régulière est due à Paoli ; c'est pourquoi, le prétendu différend (24) entre la Consulte de 1762 et lui-même, à propos de la levée

(21) Rossi : *Osservazioni storiche*, Libro XI. Osserv. I.

(22) Lettres de Paoli. Série I, p. 425-428.

(23) A. Dép. Corse. Carton : « Armée. Rôle des compagnies ».

(24) Arrighi, Fontana, Colonna de Cesari Rocca. Ils prétendent que c'est contre la volonté de Paoli que la Consulte de 1762 leva les 2 régiments de 300 hommes.

de 600 hommes, est purement imaginaire. Nous avons vu que bien avant cette date, il organise activement une petite troupe ; d'ailleurs il suffit de relire sa correspondance en 1762 pour voir qu'il est partisan de cette mesure, et cherche les moyens nécessaires au paiement de la solde : « J'espère que nous aurons trouvé l'argent nécessaire pour lever 600 hommes de troupe soldée à la Consulte » (25), écrit-il le 25 octobre 1762, et dans une lettre du même jour « A la Consulte, on décidera la levée de 600 hommes, leur entretien pendant un an, j'espère que nous le tirerons de la frappe de la monnaie » (a).

En effet, depuis le début de l'année 1762, il active la frappe de la monnaie pour avoir la possibilité de lever une troupe : « Je ne peux lever de compagnies si l'on ne commence à frapper la monnaie bientôt, faites activer le travail » (25).

D'autre part on ne trouve jamais ni dans sa correspondance, ni dans ses proclamations, l'hostilité envers une armée régulière que lui ont attribuée certains historiens (a).

2° Les cadres.

Même dans l'armée régulière, les officiers n'achètent pas leur charge. Ils sont tous nommés par le Général. Ce droit lui est notamment donné par la Consulte de Corte de novembre 1762, lors de la création des deux nouveaux régiments : « La nomination des officiers incombe à Son Excellence, le Général, qui tiendra dans le lieu le plus propre à cela un Congrès de guerre » (26). Ce Congrès a lieu au Couvent de Rostinu en décembre 1762. Mais, avant cette date, c'est lui aussi qui nomme les officiers.

(25) (a) (a) Arch. Départ. Corse. Carton : Documents non classés. Don Santoni.

(26) Cf. plus haut.

La hiérarchie des officiers est celle-ci (27) : Caporal, sergent, lieutenant, capitaine, colonel, le général.

Le titre de commandant est donné à celui qui possède le grade supérieur, par exemple à un sergent, s'il n'a sous ses ordres que des caporaux et tout aussi bien à un colonel. Le commandant du fort d'Ile Rousse n'est qu'un sergent, par contre Baldassari, qui est colonel, prend souvent le titre de commandant. On ignore s'il y a un avancement régulier, si par exemple un lieutenant passe capitaine au bout d'un certain temps.

Les officiers sont généralement corses; il y a cependant quelques étrangers, l'un des capitaines les plus estimés est un Allemand, le baron de Kleist, qui reste au service de la Corse jusqu'en 1764; dans la garde de Paoli, il y a également plusieurs sous-officiers étrangers.

3° *Le recrutement.*

Cette troupe est composée de volontaires. S'il n'y en a pas assez, on prendra les soldats « dans chaque commune du Royaume, en proportion du nombre d'habitants et de feux qui les composent, avec le moins de dommage possible. Ces soldats devront servir un an et les communes seront obligées de les remplacer, lorsqu'ils désertent » (28).

Parfois les volontaires manquent. Tout au début de son généralat Paoli écrit avec découragement : « Je trouve 2000 officiers et pas même 200 soldats, nos compatriotes sont trop avides et je suis bien embarrassé » (29). La troupe est en grande majorité composée de Corses, mais il y a aussi des étrangers.

Les Corses essayent en effet de faire désertir les sol-

(27) Il y a quelquefois aussi des cadets.

(28) *Lettres de Paoli* : Série II, p. 425-428.

(29) Arch. Départem. Corse. Carton : « Armée. Rôle des garnisons ».

datés à la solde de Gênes (pour la plupart ce sont des Allemands). La Consulte de Sant'Antonio della Casabianca, en juillet 1755 (30) désigne « Matra et Santucci pour organiser la désertion des soldats de la République » en leur accordant beaucoup d'avantages.

Plusieurs étrangers demandent à s'engager dans les régiments corses, comme cet Anglais qui écrit au « Général Paoli, chef des Corsicanes, île de Corse » pour lui demander la faveur de combattre dans ses troupes ce qui lui est accordé.

Les étrangers sont surtout nombreux dans la garde du Général.

Voici par exemple la composition de sa garde en août 1764 (31) :

3 sergents : Bach, Sinelli, Nassi.

4 caporaux : Quafgel, Kune, Extein, Gebel.

1 cadet : Vincento.

1 chirurgien : Miller.

5 canonniers : Schneider, Babilon, Trüch (les autres noms sont Corses).

11 grenadiers : Bulican, Bender, Keindel, Mesinger, Morel, Roscui (les autres sont Corses).

Ainsi sur 23 hommes qui composent sa garde, 14 sont étrangers, la plupart Prussiens.

Il y a également un certain nombre de Prussiens dans l'armée, comme le prouve cette lettre de Paoli à Casabianca : « Le Prussien (?) a demandé du service et on a convenu qu'il lèverait une compagnie de 100 Allemands et Corses pour les discipliner à la prussienne » (32).

JULIE BATTISTI.

(A suivre)

agrégée de l'Université

(30) Arch. Départem. Corse. Carton : « Consiglio di stato : Correspondance adressée au Général 1752-1759.

(31) A. D. Corse. Carton : Finances².

(32) Lettres de Paoli. Série III, page 108.

La dénatalité française

Quand nous écrivons française, nous pensons corse, car le danger affecte toutes les parties de la France. Notre île qui était autrefois réputée pour sa forte natalité et ses familles nombreuses est à la veille de compter parmi les départements qui se dépeuplent. On a certainement constaté la diminution régulière du nombre des enfants que les statistiques avouent ; l'an dernier, 1938, en Corse, le chiffre des naissances a été de 3.100 et celui des morts de 2.841. L'excédent pour toute une année et pour tout le département a été de 259 unités !!! Cela veut dire qu'à brève échéance le mal, que notre gouvernement actuel s'efforce de guérir, aura atteint la Corse.

Il est reconnu, aujourd'hui, que la natalité française a baissé d'environ 45 pour 100 en cinquante ans, et la Corse de 33 pour 100, malgré l'apport des étrangers naturalisés.

De cette constatation il est facile de conclure que si la progression continue l'asservissement de la France aux nations voisines sera un fait accompli avant la fin du XX^e siècle.

Si le peuple français veut vivre et prospérer librement, si les Corses désirent conserver la vigueur à leur race, ils doivent réagir d'urgence et s'imposer, à n'importe quel prix, les sacrifices nécessaires au relèvement de leur natalité en quantité et en qualité. Le temps des demi-mesures est révolu. Il faut bâtir une organisation sociale qui puisse défier toutes les convoitises et imposer le respect à ceux dont « la force prime le droit ».

En application du précepte « *Primum vivere, deinde philosophari* » il faut commencer par assurer les soins nécessaires à tous les enfants de France, sans exception,

pour le développement normal de leur corps et de leurs facultés intellectuelles en prenant pour base la Déclaration des droits de l'homme : « Les enfants naissent et demeurent égaux en droits ». Il faut entendre par là que, tous les enfants, sans distinction, ont droit aux soins que nécessite leur état pour devenir des citoyens sains, forts et valeureux.

A cet effet, il convient, avant tout, d'examiner l'état actuel de l'organisation sociale de la famille française, d'en déceler les tares et les défauts, afin de les faire disparaître.

Cet examen révèle :

1° Que l'importance des services rendus à la Nation par les efforts des parents de famille nombreuse n'est pas considérée à sa juste valeur et récompensée équitablement par les pouvoirs publics ;

2° Que le plus gros effort possible n'est pas fait pour donner à la Nation la population nécessaire à sa prospérité et à sa défense ;

3° Qu'une grande partie des avortements provient du discrédit dont sont l'objet les enfants qui n'ont pas le bonheur d'avoir un père, discrédit qui atteint les mères privées de mari ;

4° Qu'un grand nombre d'enfants sont les victimes de tares héréditaires et sont voués à la souffrance pendant toute leur vie ;

5° Qu'un grand nombre d'autres sont privés, dès leur naissance, des soins indispensables et grandissent misérablement, dans une atmosphère fétide, souvent martyrisés et exploités par des parents dénaturés, vicieux et alcooliques ;

6° Que beaucoup d'enfants n'ont que des soins insuffisants en raison de la modicité des ressources de leurs parents ;

7° Qu'un grand nombre d'enfants restent illettrés ou ne reçoivent qu'une instruction très rudimentaire, surtout

dans les campagnes, malgré leur intelligence et leur désir de s'instruire ou d'apprendre un métier ;

8° Qu'un grand nombre de parents de famille nombreuse, après une vie de travail et de privations, passent leur vieillesse dans l'abandon et même la misère.

Par contre :

1° Un grand nombre de Français, voire de Corses, restent célibataires sans nécessité prouvée ;

2° Un grand nombre de ménages demeurent stériles pour éviter les charges et la peine d'élever des enfants ;

3° Qu'un grand nombre de ménages limitent à un ou deux le nombre de leurs enfants pour éviter le morcellement de leur patrimoine ou la diminution de leur train de vie par l'augmentation des charges que leur occasionnerait un enfant de plus à élever ;

4° Que le savoir dispensé par l'enseignement secondaire et supérieur est, presque exclusivement, l'apanage des enfants fortunés, en raison de l'impossibilité, pour la plus grande partie des enfants pauvres, surtout dans les campagnes, de payer les frais de scolarité ou de préparer les concours pour les bourses scolaires ;

5° Qu'un grand nombre de fonctionnaires ne se marient que juste à temps pour assurer la reversibilité de la moitié de leur pension à leur femme souvent très jeune et sans enfants ;

6° Que les familles nombreuses sont accablées par les impôts indirects sur les produits de première nécessité ;

7° Qu'un grand nombre d'unions sont empêchées par défaut de moyens suffisants pour créer un foyer.

8° Qu'en Corse, particulièrement, l'éloignement des centres universitaires arrête ou empêche le développement intellectuel des enfants, pour la plus grande amertume des parents.

Les causes de la dénatalité étant ainsi établies, il convient de prendre les mesures nécessaires pour les

faire disparaître. Voici celles qui paraissent devoir assurer le succès :

1° Proclamer que le premier devoir d'un Français est de donner à sa patrie au moins quatre enfants et de leur donner tous les soins nécessaires pour en faire des citoyens vigoureux et valeureux ;

2° Proclamer que le premier devoir de la Nation est d'assurer à tous ses enfants les soins nécessaires pour qu'ils deviennent de bons et vaillants citoyens ;

3° Créer, d'urgence, au Ministère de la Santé publique, une Direction autonome, sous la dénomination de « *Direction Autonome de la Famille Française* » et la doter, sur le budget général, d'un crédit provisoire suffisant pour assurer son organisation et le fonctionnement de tous ses services et donner la priorité aux parents de famille nombreuse pour l'attribution des emplois à pourvoir ;

4° Procéder, d'urgence, au recensement de tous les enfants malheureux et leur assurer les soins exigés par leur état ;

5° Prendre en charge tous les enfants dont les parents ne peuvent assurer les soins indispensables à leur développement normal ;

6° Créer des centres d'éducation et d'apprentissage en quantité suffisante et en assurer le bon rendement ;

7° Supprimer les maisons de correction et répartir les enfants dans les centres d'éducation ;

8° Contrôler toutes les œuvres de protection de l'enfance et en assurer la direction générale ;

Ces mesures prises pour assurer les soins aux enfants existants, il reste à prévoir et à organiser, pour l'avenir, les moyens d'action nécessaires pour donner à notre pays de nombreux et valeureux enfants.

A cet effet, il y a lieu d'établir, en premier lieu, la réciprocité des droits et des devoirs de la Nation et de l'Enfance.

Il faut que les Français abandonnent la formule : « Chacun pour soi et Dieu pour tous » et adoptent celle de la *Solidarité Française*, « Tous pour un et un pour tous », qui est humaine et généreuse et traduit l'esprit français.

Pour cela, il faudra :

1° Organiser une propagande active en faveur de la *Solidarité Française* et proclamer que la France est en état de guerre permanent contre la *Misère* tant corporelle que spirituelle ;

2° Opérer le recensement complet de la population française ; de ses ressources et de ses besoins ;

3° Donner la personnalité civile à la « Direction autonome de la famille française » et l'habilitier à recevoir des dons, des secours, des héritages ;

4° Lui attribuer toutes les successions collatérales, sauf celles du deuxième degré, et toutes les propriétés inexploitées depuis trois ans ; le produit d'un impôt spécial dit « Impôt de la famille française », à prélever sur les biens de main morte et toutes les ressources des célibataires et des ménages sans enfants ;

5° Créer une caisse de crédit national pour aider à la formation de jeunes ménages par des avances ou des dotations ;

6° Attribuer aux parents de famille nombreuse une carte leur donnant droit à des réductions importantes sur les tarifs des transports de toute nature et à des remises sur les prix d'achat de marchandises ;

7° Leur donner la priorité pour l'admission aux emplois administratifs ou de main-d'œuvre dans l'industrie et le commerce ;

8° Attribuer aux parents de famille nombreuse fonctionnaires des majorations de points pour l'avancement ;

9° Créer des maisons de retraite pour les parents de famille nombreuse ou l'attribution d'une subvention com-

pensatrice sous réserve de retrait pour inconduite (abus de l'alcool ou autre) ;

10° Remplacer les règles actuelles de la reversibilité de la retraite des fonctionnaires au profit de leur femme par un barème établi sur la durée de l'union et le nombre d'enfants élevés ;

11° Créer un Ordre national de la Famille Française afin d'honorer, comme ils le méritent, les efforts des parents de famille nombreuse.

12° Considérer comme un droit, pour tout enfant méritant de famille nombreuse, l'attribution d'une Bourse d'études complètes.

Ainsi la France, dans laquelle la Corse s'est fondue volontairement depuis cent cinquante ans, continuera à vivre et à prospérer librement.

P. J. NEGRONI,

(Combattant volontaire, père de quatre enfants).



Revue de la Presse

Les biens communaux. — L'*Echo de la Corse*, du 13 octobre 1938, a reproduit il y a quelques mois un document intéressant à ce sujet, d'après lequel, en considérant ce qui s'est passé dans la piève de Castellu (Vezzani) on peut avoir l'idée de leur origine dans le haut Moyen Age. Le chapitre 39 des *Statuti civili e criminali* indique la législation qui leur avait été appliquée jusqu'à 1769. Les biens communaux furent administrés par un podestat élu, assisté de deux pères du commun, (non comme le disent encore tant d'historiens des pères des communes !) et surveillés par le podestat-major. La loi de 1792 (14 août) avait bien autorisé les habitants de la commune à se partager les biens si un tiers des suffrages le demandait, mais en fait le partage fut rare et la législation continua à considérer les biens communaux comme indivisibles, inaliénables et même imprescriptibles (Le document est daté de Lucu di Nazza en 1872).

Notre dialecte. — Le père Gaï, qui se spécialise dans les recherches linguistiques et s'efforce, avec bonheur d'ailleurs, d'expliquer quelques-uns des mots les plus étranges de notre dialecte si riche, a étudié dans le Lariciu les termes : bigonzu, rocchiu, teddu, tangu, cuzzonu, stanga, atturga, tamantu, avale, tama, mori, cionciula, tapeta, etc. (Numéro du 1^{er} trimestre 1939).

La noblesse de Paoli. — Elle n'existe pas. D'abord la noblesse à particule n'est pas corse avant 1769 ; ensuite aucun document antérieur à lui-même ne la signale ; enfin parce que son frère Clément ne l'emploie jamais. Le *de*, que Paoli utilise dans ses lettres pour sa signature, est une particule signifiant qu'il appartient à la famille des Paoli. Quand, en effet, dans un village un enfant nouveau-né appartient à une famille connue, le curé qui rédige l'acte de naissance ou de baptême déclare qu'il est de la famille des Paoli, des Agostini, des Matra, c'est-à-dire un tel *dei Paoli, dei Agostini, dei Matra*, qu'il est facile de confondre avec de Paoli, d'Agostini, de Matra. (*Petit Bas-tiais*, 13 avril 1939).

Fin de l'Arca. — Dès leur arrivée en Corse, les Français interdirent la sépulture dans le caveau de l'église et les cavaux particuliers, l'*arca*. Mais la population n'observa guère cette défense, jusqu'en 1818. Le préfet de Vignolle voulut faire respecter la circulaire administrative. Les familles notables en particulier résistèrent. L'affaire traîna plus ou moins jusqu'en 1830. Le préfet Jourdan décida d'être obéi. Mais à Bonifacio, le doyen Luccioni étant mort, la population exigea qu'il fût enterré dans l'église. Le maire, respectueux des règlements, protesta et les gendarmes vinrent à son aide, quatre des citoyens les plus exaltés furent arrêtés, jugés aux assises et con-

damnés (1833). Au même moment, à Bastia, le curé Bajetta, si réputé depuis la Révolution vint à mourir. Personne, pas même la municipalité, ne voulut remarquer qu'il avait été enseveli dans l'église. Après ces deux incidents, nul ne songea plus à violer la loi et on peut dire qu'à partir de 1755, l'*arca*, sauf de rares exceptions, fut fermée une fois pour toutes. (P. B., 3 mai).

Bernadotte au pont d'Ucciani. — Le futur roi de Suède a-t-il vécu en Corse vers 1784, attaché à la construction du pont d'Ucciani, comme sergent-surveillant, suivant une tradition du lieu ? L'auteur de l'article prouve d'abord que ce pont d'une arché, plus élégant que ceux de l'époque antérieure, date bien de ce temps. Commencé en 1784, il fut terminé vers 1809 par la main d'œuvre des prisonniers autrichiens et tchécoslovaques. Il est à peu près certain que Bernadotte, engagé à 17 ans dans le Royal-marine en 1781, participa à la construction de ce pont. (P. B., 3 mai).

Le 24 mai 1789. — Les quatre députés de la Corse, élus le 24 mai 1789, et dont les noms sont bien connus, le furent grâce à l'absence de Paoli qui était exilé. L'influence familiale et l'intrigue personnelle s'exercèrent dans les deux régions. Buttafoco fut élu par 15 voix contre 7 opposants d'Ajaccio, alliés aux Giubega, dont le candidat du même nom fut battu ; l'abbé Peretti, d'Aleria, s'était solidarisé avec le premier et ils bloquèrent les voix de leurs partisans : 22 délégués se prononcèrent pour Peretti. Cesari-Rocca, appuyé sur les deux précédents, triompha aussi. Quant à l'avocat Saliceti, gendre du président Boerio et parent de Gaffori, qui était le beau-père de Buttafoco, également allié à de nombreuses personnes de l'En deça, il l'emporta parce qu'il était déjà connu et que l'évêque de Guernes, si influent, n'avait alors aucune animosité contre lui. (P. B., 4 mai).

Naissance de la *Dionomachia*. — Le collaborateur du P. B. suppose que le chef-d'œuvre de Salvator Viale parut pour la première fois à Londres, en 1807 ; elle n'y aurait été imprimée que par mesure de précaution. L'auteur, qui était fonctionnaire, craignit les foudres du ministère français de l'intérieur et de l'autorité ecclésiastique. Mais, dès qu'en 1823, cet ouvrage eût reçu l'accueil favorable du public et trouvé un protecteur puissant dans la personne de l'ambassadeur Charles Pozzo di Borgo, la *Dionomachia* fut éditée à Paris chez Dufert en 1823, avec le nom de l'auteur. (P. B., 6 mai).

Circonscriptions territoriales. — Nos circonscriptions ont été fixées par Racle, puis par Blondel, tandis que sous le second empire fut achevée la délimitation d'un domaine dont le plan cadastral est encore en usage. Mais il nécessita beaucoup de travaux pendant une quarantaine d'années et ne fut guère terminé que vers 1880. La géographie physique a présidé à cette délimitation plus que la politique. Cela explique des résultats

si inégaux. Six cantons, par exemple, dépassent une superficie de 30 000 hectares : Levie 38.497 hectares, Sainte Marie Siché 34.979, Portu Vecchiu 34.788, Serra di Scopamène 32.658, Prunelli di Fiumorbu 31.265 et Calenzana 48.283 ; les plus petits sont : Cervione, Campile, Peru, Valle d'Alesani, San Nicolao, Piedicroce, Ile Rousse, Bastia, San Martinu di Lota qui ont moins de 5.000 hectares. (*P. B.*, 7 mai).

Les Ternano. — On sait que Napoléon Bonaparte fut sauvé le 8 avril 1792, au cours d'une émeute à Ajaccio, par sa cousine Ternano. En 1737, en effet Paola Bonaparte, fille de Sébastien, avait épousé Pierre Ternano. Leur fille unique Anne Marie légua en mourant les biens de sa mère à l'archidiacre Lucien, qui pouvait bien l'avoir conseillé à ce sujet. Aussi les Ternano se crurent-ils dépouillés et frustrés ; furieux ils furent désormais les ennemis de Bonaparte. Après la mort de Lucien, dont la vie fut employée à récupérer les biens dispersés de sa famille, Letizia Bonaparte, femme sage, prépara une réconciliation avec ses parents les Ternano, y parvint et ainsi Marianne Ternano sauva Napoléon en lui ouvrant la porte de sa maison au moment psychologique. (*P. B.*, 12 mai).

Les frères Arena. — Les Arena sont inconnus en Corse avant 1789. Peut-être viennent-ils du Var, de Solliès-Pont. Antoine Mathieu semble avoir établi la famille à l'Ile Rousse et s'être signalé au service de la France. Cela explique la méfiance de P. Paoli. Il y eut cinq Arena : Barthélemy suppléant aux Cinq cents, accusé d'avoir levé un poignard sur Bonaparte, le 18 brumaire. Il alla mourir à Livourne, en 1832. — Joseph, devenu adjudant-général, chef de brigade, député au Cinq cents, fut exécuté pour complot contre Bonaparte. — Philippe Antoine payeur général de la Corse. — Joseph Marie maire de l'Ile Rousse, 1789-1790. — François Antoine aide de camp du général Raphaël de Casabianca. Ces Arena, s'épaulant l'un l'autre, sont les maîtres de l'Ile Rousse et Paoli les ménagea jusqu'en 1793. Mais du jour où ils se heurtent à Napoléon Bonaparte, ils perdent leur pouvoir. L'un d'eux sera exécuté et les autres se disperseront. (*P. B.*, 14 mai).

Les phonographes et la T.S.F. — Nous nous associons à la protestation que la *Gazette de la Corse* de Bastia a formulée contre la multiplication du nombre des postes de T. S. F. Il y en a, paraît-il, 4.810.500 en France et on évalue le nombre des postes nouveaux à 1 million en 1938. On estime qu'il y aura bientôt un poste pour quatre familles. Les appareils à faire du bruit vont bientôt devenir un supplice digne de l'enfer que le Dante n'avait pas prévu. A-t-on idée des désordres physiques et moraux que les hurlements des hauts parleurs, depuis le matin à 7 heures jusqu'au soir à 11 heures, peuvent provoquer chez ceux qui ont besoin de dormir ou de trouver le calme à domicile ? Il est temps qu'une réglementation stricte soit adoptée. (*Gazette de la Corse*, du 15 mai).

La Corse et la France. — M. Adolphe Landry, au cours de

son intervention à la Chambre des députés, a prononcé quelques phrases sur la Corse, qui ne doivent pas tomber dans l'oubli car elles ont une valeur officielle :

« Le patriotisme des Corses est particulièrement vibrant. Ce n'est pas parce que nous vivons dans une région méridionale. Le Corse, quand on le connaît, apparaît comme n'étant pas particulièrement expansif. Mais notre patriotisme est vibrant parce qu'il a des raisons d'être soupçonneux.

Nous sommes un morceau de la France isolé dans la mer. Si, par malheur, la guerre devait éclater, nous courrions des dangers particuliers ; et de l'issue de la guerre, le sort de notre petite patrie dépendrait d'une manière particulière.

Nous savons les convoitises dont nous sommes l'objet. Depuis plus de quinze ans, nous voyons se poursuivre dans notre île une propagande qui tend à détacher les Corses de la France et même à leur inspirer la haine de la France.

Bien tardivement, une action judiciaire a été tout récemment intentée. Les Corses en ont éprouvé un véritable soulagement et ils attendent avec impatience les résultats de cette action ».
(P. B., 17 mai 1939).

Le baioque fiscale. — Notre chroniqueur corse Pierre Cynée a écrit : « Les habitants de l'île paient volontairement pour tout tribut 30 *baiouques* par an et par famille ». La *baiouque*, dit-il, est une monnaie d'argent et le ducat d'or de 12 francs en vaut 90. Donc une baiouque vaut un peu plus de 7 centimes. (Rappelons à notre confrère que, comme nous l'avons signalé il y a déjà longtemps, le mot de *Terre de Commune* n'a aucun sens et qu'il faut se servir de l'expression *Terre du commun*).
(P. B., 19 mai).

Les Ursulines. — Il y en avait deux couvents : un à Bastia et un autre à Ajaccio, où se réfugiaient beaucoup de filles de la bourgeoisie. Elles y jouissaient de beaucoup de liberté et ne prononçaient pas de vœux. Anne Dominique Rivarola, connue sous le nom de A. Monaca, en avait fondé un à Livourne. Elle rendait de nombreux services à Pascal Paoli et elle alla jusqu'à plaider sa cause auprès de Marie Antoinette.

C'est au couvent des Ursulines d'Ajaccio que mourut la sœur de François Odone. Son frère réclama son bien. L'évêque de Pise favorisa sa demande, bien qu'il eût été excommunié pour avoir osé plaider. On refusa à Odone les pièces nécessaires au procès ; il fit constater le refus. Très ennuyé, le prélat lui fit donner satisfaction, ce qui permit au plaignant d'obtenir gain de cause sur toute la ligne. En cette affaire, l'évêque d'Ajaccio était Génois et l'archevêque Pisan. (P. B., 20 mai).

L'état civil en Corse. — A ce propos un collaborateur de ce même journal proteste contre l'absurde raconter d'un Napoléon Bonaparte qui serait né en Bretagne, non à Ajaccio. L'inventeur de « cette galéjade » a oublié que le registre d'état civil d'Ajaccio est double. L'intendant Chardon donna l'ordre, en 1768, dès la prise de possession française, aux curés de paroisse de rédiger un peu mieux leurs actes et de les dresser en dou-

ble, aussi bien ceux de baptême que les autres. Il était entendu que l'un des registres serait destiné à l'administration civile, c'est-à-dire au tribunal, l'autre à l'église. Les premiers actes rédigés d'après ces instructions sont de février 1769 et paraphés par un fonctionnaire civil. Celui d'Ajaccio l'est par Jacques Joseph Minet, conseiller du Roi. Le registre contenant l'acte de baptême de Napoléon I^{er} est toutes pages remplies « par François Cuneo, juge royal civil, criminel et de police en la juridiction d'Ajaccio ». Avant de dénaturer l'Empereur et de le faire naître je ne sais où, il aurait fallu détruire les pièces officielles enregistrant la naissance du fils de Charles Bonaparte. Y avait-on pensé. (25 mai).

Le général de Montrésor. — En 1814, Napoléon I^{er} abdique et aussitôt des partisans de l'ancien royaume anglo-corse débarquent à Bastia ou, profitant des fautes et de la pusillanimité du général Berthier, gouverneur, ils désignent un comité de tendance anglaise, qui prépare l'arrivée du général britannique, de Montrésor. Grâce à sa petite armée et à sa frégate amenée dans le port, il en impose à la population, mais celle-ci attend les événements, ne cachant toutefois pas ses sympathies françaises. Montrésor ne pourrait imposer le gouvernement de l'Angleterre, qu'en profitant de l'ignorance des gens sur l'avenir. Il faut qu'il aille vite. Il tente d'imposer à la Cour d'appel d'Ajaccio l'obligation de rendre la justice au nom de Georges III. On sait qu'elle s'y refuse. Alors il décide de l'imposer. Il réunit une troupe de partisans et l'expédie à Ajaccio. Corte opposa quelque résistance à sa marche ; Ajaccio l'appuie et, finalement, la Corse informée de ce qui se passe restera française. — N'était-ce pas son destin depuis longtemps ? (P. B., 26 mai).

Le préfet de 1848. — La Révolution de février fit envoyer en Corse, à Ajaccio, un commissaire du gouvernement : Pierre Marie Pietri, futur sénateur, puis un autre à Bastia, Vogin, puis un troisième André Pozzo di Borgo, oncle de Louis Blanc. Et de trois ! Enfin un quatrième, protégé de Cavaignac, Aubert, Ajaccien par sa mère, Mme Marcotorchino, de Calvi, qui avait épousé un capitaine et adjudant-major, en garnison à Ajaccio. Ancien officier, Aubert fut heureux de revenir dans la ville de son enfance ; il y fut accueilli avec chaleur, mais il essaya inutilement de bien administrer, encouragea l'agriculture et créa la ferme-école d'Arena. Républicain sincère, il se heurta aux influences locales, celles des Orléanistes avec Sébastiani, des impérialistes vers lesquels la Révolution entraînait la France et il démissionna. Il épousa une femme de lettres qui était la fille aînée de la duchesse d'Abrantès, fille elle-même de Panovia Stefanopoli de Comnène, épouse de Permon. (P. B., 27 mai).

Notre Corse. — Tel est le titre d'un article de Rosny aîné, dans *Marianne*, reproduit par le *Petit Bastiais*, dans lequel l'écrivain regrette les prétentions italiennes sur la Corse et écrit avec raison : la Corse fait partie intégrante de la famille

française au même titre que la Provence, la Normandie, etc., si différentes les unes des autres, mais unies par les liens qui font de la France la nation la mieux coordonnée du monde. La Corse a subi moins de mélanges que les Italiens et les Français. Les esclaves venus de tous les coins de l'Europe, de l'Asie, voire de l'Afrique devinrent bien plus nombreux que les aborigènes de la péninsule : Gaulois du nord, Etrusques du centre, Hellènes du sud. Plus prolifiques que leurs maîtres, les esclaves ont pris une part prépondérante dans la formation italienne ». Ces remarques sont justes et bien plus que celle-ci : La Corse a été acquise par Louis XV. Les Génois la lui vendirent ». C'est la répétition d'une ancienne et mauvaise interprétation du traité de Versailles de 1768 et quand une erreur historique est ainsi répétée par un homme de lettres qui jouit d'une légitime notoriété, il est ensuite bien plus difficile au pauvre historien de rétablir la vérité (28 mai).

Le régiment suisse de Fesch. — Le beau-père de Letizia Ramolino, qui épousa sa mère veuve Pietrasanta, était lieutenant dans le régiment suisse Salis-Samade ou de Boccard, au service de la France depuis 1672. Un autre régiment était appelé de Salis-Grisons ou Marchlins ; il resta en partie dans l'île jusqu'en 1796. Celui de Boccard y était venu en 1752 et il y était en 1759, quand le lieutenant Fesch, de Bâle, y épousa la veuve de Ramolino. Ils eurent un garçon, Joseph Fesch, futur cardinal, le 3 janvier 1763 et une fille, morte à 2 ans. Le lieutenant Fesch, pour ne pas être mêlé aux discussions politiques des Corses, préféra ensuite démissionner, car par sa femme et par lui-même, à Bâle, il avait des ressources. Il devait mourir en 1770. (P. B., 28 mai).

A la gloire de Christophe Colomb. — Sous la signature de Mme Paoli-Cesarini, la *Gazette* de la Corse reproduit une opinion du père F. M. Paolini, O. S. B. qui vient de publier un important volume sur « C. Colomb dans sa vie morale (Chiappini, Livourno). Ce Franciscain relève l'inscription que la municipalité génoise a fait placer sur la porte d'une maison de sa ville et il en conclut qu'elle-même n'est pas certaine que l'illustre navigateur ait vu le jour à Gènes. Voici l'inscription : C'est ici, dans cette maison paternelle, que C. Colomb a passé sa première enfance, « aucune maison n'est plus digne de ce titre ». Le père Paolini ajoute : ainsi Calvi et la Corse peuvent continuer à répéter leur propre tradition sur la naissance de Colomb. Il faut, ajoute le rédacteur de la *Gazette*, que Calvi sorte de sa torpeur coupable et décide d'ériger un monument qui rappellera l'origine dans cette ville du découvreur de l'Amérique ». (*Gazette de la Corse*, 29 mai).

Vogin, Rivarola, Vidau. — Ce Vogin était un libéral, nommé en 1838 ingénieur des Ponts en Corse, qui y avait connu P. Mérimée. Ledru-Rollin l'avait nommé Commissaire du Gouvernement dans l'île en 1848. Elu député par son département de Meurthe-et-Moselle, il avait siégé à la Législative comme adversaire du prince-président, puis était revenu comme ingé-

nier en chef de la Corse en 1849. Il devait épouser la veuve d'un colonel, Désirée de Rivarola, petite-fille du Comte Raphaël de Casabianca et prendre sa retraite à Bastia, où il mourut vers 1876 (une note rectificative dira cinq ans plus tard). C'est lui qui, comme Commissaire, confiera les fonctions de sous-préfet de Bastia, bien qu'il fût moribond, à Frédien de Vidau, avocat. Celui-ci avait été appelé par les circonstances à prononcer, le 5 juin 1832, sur le cercueil du général Lamarque, à Paris, un discours au nom des Ecoles. Le *P. B.* reproduit à ce sujet un fragment inédit de son journal (2 juin).

Les chapitres de 1783. — D'après l'almanach royal de 1783, le *P. B.* reproduit les noms des prélats des cinq chapitres de la Corse à ce moment. L'évêque de Mariana et Accia, Pierre Reynaud du Verdier, avec un vicaire capitulaire Ferdinandi ; celui d'Ajaccio, le Gênois, Benedetto Doria, avec deux vicaires généraux, Sylvestre Levie et François Cuneo d'Ornano ; l'évêque d'Aleria, avec résidence à Cervione ; Jean Joseph Marie de Guernes, avec trois vicaires, Certain, Guignod et un Corse, Arrighi ; l'évêque de Sagona, à Calvi, Mathieu Guasco et quatre vicaires généraux, à cause de l'étendue du diocèse : Pascalis la Chaux et Benedetti, pour le nord, Agnini et Pieraggi, pour le sud ; enfin celui du Nebbiu avec l'évêque de Santini en résidence à Oletta et un seul vicaire général, Carlo Giovanni Bonelli-Casta. Il y avait en Corse, au même moment, 67 couvents dont 27 dans l'arrondissement de Bastia, 10 dans celui d'Ajaccio, 10 dans celui d'Aleria, 5 autour de Sagona, 8 dans le Nebbiu, soit 29 d'Observatins, 12 de Réformés, 18 de Capucins et 6 de Servites.

La justice en Corse. — Il est exact que la justice a été pour les Français un des instruments avec lesquels ils ont peu à peu mérité la reconnaissance des Corses, car elle fut presque toujours impartiale et bien régulièrement administrée. Dès 1768, ils eurent le Conseil supérieur de Bastia, sorte de Cour d'appel ; puis ils créèrent neuf tribunaux, que nous appellerions de première instance pour rapprocher la justice du justiciable et plus tard deux autres, en tout 11. Bastia, Roglianu, Ampugnani ou la Porta (où le conventionnel Saliceti débuta comme avocat), Nebbiu ou Oletta, Ajaccio, Vicu, Sartène, Bonifacio, Aleria, Corte. Chacun avait au moins un juge, un assesseur, un procureur, un greffier et un huissier. Il y avait presque autant de juges corses que continentaux. (4 juin).

Les Clarisses en Corse. — Il y avait à Ajaccio un couvent de cet ordre, dont la règle remonte au XVI^e siècle et où n'entraient guère que des filles de bourgeoisie, car il fallait, pour y être acceptée, apporter une dot en argent. Un document, peu connu, nous apprend par exemple que la fille d'Antoine de Bozzi, Marie Gertrude, ayant voulu y être admise, sa mère, Justine Lomellini, pour lui procurer la dot réglementaire, dut vendre une vigne au lieu dit Alzu di Leva et l'offrit à son parent Joseph Bonaparte, fils de Charles Marie, qui avait épousé une Bozzi et était ainsi l'oncle par alliance de la future Clarisse.

Il acheta donc la vigne 2.800 *lire* de monnaie gènoise courante, dont il resta, tous frais payés, 1.800 *lire* d'argent net, qui furent la dot de Marie Gertrude (*P. B.*, 5 et 6 juin).

Le Nebbiu stratégique. — Cette région est capitale au point de vue stratégique. Elle représente dans l'histoire de l'île une position essentielle pour la défensive autant que pour l'offensive. Dominant la mer vers l'est et vers l'ouest, elle permet d'envahir le centre névralgique de la Corse : Casacconi, Rosstinu, Corte. Le maréchal de Vaux l'avait bien compris qui, par une marche rapide à travers cette région, fit tomber les défenses de P. Paoli. Celui-ci eut le tort de ne pas pratiquer la tactique de la guerilla à laquelle les Corses excellent et que le célèbre comte de Guibert apprit à connaître dans l'île pour la recommander plus tard. Mais celui-ci n'était que tacticien, tandis que le maréchal de Vaux, homme de guerre, était aussi stratège. Voilà pourquoi il reconnut vite l'importance du Nebbiu et en fit la base de sa campagne. (*P. B.*, 8 juin).

La Révolution en Corse. — Il est exact de remarquer que la Révolution de 1789, qui fut si sanglante dans la France continentale, causa peu de victimes en Corse, d'abord parce que les chefs s'efforcèrent de contenir plus que d'exciter les populations, ensuite parce que grâce à Paoli, l'intervention anglaise empêcha notre pays de connaître la Terreur. Dans l'ensemble, la Corse est peut-être celui des départements français qui s'est le mieux comporté pendant la Révolution. « Pas de guillotine, pas de tribunaux exceptionnels, pas de victimes légales, pas d'exécutions individuelles ou collectives, pas de terreur en somme. Bref, grâce en partie à Bonaparte qui dissipa les tentatives tardives de persécutions « les dieux n'eurent pas soif ». (*P. B.*, 11 juin).

Religieuses de Sainte Ursule. — Ceux qui s'intéressent à cet ordre religieux, dont Bastia eut deux couvents, Sainte Ursule et Sainte Elisabeth, trouveront un texte intéressant qui s'y rapporte dans le *P. B.* Il a été publié par le baron Louis Cervoni. Il date de l'époque du Directoire et il prouve que les dames de cet ordre étaient bien, malgré quelques opinions, des religieuses (9 juin).

A propos des quintuplées. — Le Canada, dit le *P. B.* n'a pas le monopole des phénomènes humains. Il rappelle qu'en 1853, à Isolacciu de Fiumorbu, naquirent les Frères siamois corses, unis entre eux par l'épine dorsale, mais dont les têtes étaient opposées l'une à l'autre. Ils ne vécurent d'ailleurs pas.

En 1832, à Casamaccioli, un monstre de même nature naquit et mourut. C'était une fille à deux têtes, dont l'une était très jolie et l'autre affreuse (9 juin).

Un épisode peu connu de la vie de Napoléon. — Cet épisode rappelle la décision un peu brusque de Bonaparte, élève de Brienne, qui pour fuir des camarades un peu tracassiers, avait décidé d'entrer au Petit Séminaire d'Aix en Provence.

Bonaparte curé ! Heureusement pour lui, et pour la France, il y trouva un abbé corse et un peu son parent, du nom de Colonna d'Istria, qui, après avoir étudié son caractère, lui fit comprendre l'erreur qu'il avait commise et s'offrit à faciliter sa réintégration à Brienne. Quand il fut devenu empereur, il eut quelques difficultés avec le Souverain Pontife et il convia les évêques de France à un concile national. L'abbé Colonna, qui était alors évêque de Nice, y vint malgré son grand âge (plus de quatre-vingts ans), rendit visite à l'Empereur, et essaya de lui conseiller plus de soumission à l'égard du Saint-Siège. Mais Napoléon répondit par des compliments, défendit sa politique et sa thèse, et renvoya l'évêque en lui faisant remettre en cadeau une montre en or. (*Marseille-Matin*, 10 juin).

Les évêques de la Corse. — A l'occasion des fêtes de Grégoire de Tours, historien de la Gaule, le *P. B.* a signalé une lettre du pape Grégoire le Grand chargeant un évêque de Corse de créer un autre évêque à Sagona qui en était privée depuis longtemps. Nous apprenons ainsi que les évêques existaient dans l'île dès 591. Le chanoine Letteron, qui s'en est occupé en 1881, admet qu'il y avait à cette époque des évêques dits itinérants, désignés par le pape, qui administraient des évêchés sans titulaire, en attendant que le peuple en ait choisi un. Ainsi les cinq évêchés, qui furent établis au ix^e siècle, pouvaient dater du vi^e siècle.

Le même journal ajoutera le 18 juin, d'après Ughelli, « c'est Pascal 1^{er} qui, après l'expulsion des Sarrasins, aurait fondé les cinq premiers évêchés. En réalité il y en aurait eu dès 483, si l'on s'en rapporte à Gennadius de Marseille. Saint Grégoire cite Sagona, Aleria, Ajaccio et Taïna, qui serait soit Tadinum, en Ombrie, d'après la thèse de Letteron, soit Tavanina, d'après le chanoine Casanova, soit Tomino, d'après Morati. C'est seulement à partir du xii^e siècle, qu'existe une chronologie continue d'évêques. (10 et 18 juin).

Conséquences agraires en Corse de la Révolution. — S'il y a eu en Corse, comme dans la France continentale, une vente de biens nationaux, et d'églises surtout, cela n'a guère changé l'état de répartition de la propriété en Corse. Les domaines importants n'ont pas été allotés mais vendus en bloc et, pour les propriétés privées, il y avait longtemps déjà que les paysans rognaien, occupaien, exploitaïen les propriétés d'autrui, sans amener aucune protestation sérieuse. Par tolérance ou par convention tacite, le paysan corse n'a pas attendu la Révolution de 1789 pour commencer le grignotage du grand domaine public ou du grand domaine privé. Dans la mesure où la Révolution de 1789 est une Révolution sociale et agraire, le peuple corse a commencé la sienne depuis longtemps. (*P. B.*, 12 et 13 juin).

Origine des familles corses. — D'après l'*Echo d'Oran*, qui en a fait une étude excellente, le *P. B.* revient sur cette question et déclare que la majorité de la population de l'île est autoch-

tone. Venue des quatre points cardinaux de la Méditerranée, et surtout du nord et du sud, elle a, par la suite, peu subi et en tout cas absorbé les éléments étrangers débarqués sur les côtes. Si par exemple Ajaccio reçoit une centaine de familles génoises au ^{xv}^e siècle, elles sont vite noyées dans la masse des montagnards descendus de l'intérieur dans le préside. Au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles, des éléments italiens, espagnols viennent sans doute, mais sont vite éliminés ou fondus. Au ^{xviii}^e ce furent des éléments français, même italiens, mais en petit nombre que la population absorba facilement. On peut donc, en somme, considérer que les neuf dixièmes des Corses sont autochtones. (*P. B.*, 14 juin).

Les couvents en Corse à la veille de la Révolution. — Quelle peut avoir été la liste complète des couvents ? Ils furent nombreux certes et peut-être 70 à l'époque de Louis XVI. Le journaliste essaie d'en dresser la liste : franciscains, capucins, réformés, servites, missionnaires ; bref 32 de tout ordre dans l'arrondissement de Bastia, 9 dans celui de Calvi, 9 dans celui d'Ajaccio, 16 dans celui de Corte et 5 dans celui de Sartène, soit pour mieux préciser 33 d'Observantins, 16 de Capucins, 13 de Réformés, 7 de Servites, 1 de Missionnaires, 1 de Dominicains, en tout 71. Le nombre des moines qui s'y trouvaient peut être évalué à un millier (*P. B.*, 16 juin).

Le diocèse d'Aleria. — Ce diocèse était le plus étendu, le plus peuplé, le plus riche, puisqu'il comprit 59 paroisses, bien que celui d'Ajaccio en comprit 63. Depuis Lumiu et Arenu en Balagne jusqu'à Carbini près de Sartène, en passant par le Niolu, la Castagniccia, Orezza, Covasina, Solenzara. Il coupait donc la Corse en deux avec plus de 35.000 habitants et le plus fort revenu de l'île. On ne s'étonnera pas que son évêque de Guernes, instruit et actif, ait exercé tant d'influence, ait pu tenir tête à Marbeuf et joué un si grand rôle dans les élections aux Etats généraux de 1789. (*P. B.*, 17 juin).

Le 6 octobre 1799. — C'est la date à laquelle Bonaparte, lors de son retour d'Egypte, quitte sa patrie, Ajaccio, qu'il ne devait plus revoir, après y avoir passé cinq jours, du 1^{er} octobre au 6 et s'y être conduit en dictateur. On a considéré l'ensemble de ses actes pendant ces quelques journées comme un essai du 18 brumaire. Nous avons sur cette semaine une lettre du quartier-maître Dupont, de la 86^e demi-brigade, en garnison à Ajaccio, écrite le 29 décembre 1799 (8 nivôse, an VIII), donc trois mois après, à son ami Racinet-Duplessis à Bastia. Il a raison de dire : « J'ai diné à ce moment deux fois avec le général et son état-major. Cette arrivée égyptienne a fait faire beaucoup de conjectures, mon demeurent à toujours été que nous devons nous attendre à un changement. J'ai donc bien jugé ». Il est possible qu'il ait deviné que des faits importants allaient se dérouler, mais il n'a pas eu grand peine à l'affirmer trois mois après le 18 brumaire. (*P. B.*, 19 et 20 juin).

Les pratiques religieuses. — La Révolution eut-elle des con-

séquences sur les pratiques religieuses en Corse ? Certainement. En 1791, parut le décret sur la Constitution civile du clergé. Pour obéir à la loi, P. Paoli, commandant en chef en Corse, exigea des prêtres le serment de fidélité. S'il y eut quelques troubles dans les villes, il n'y eut pas de persécutions. Beaucoup de moines et de prêtres se retirèrent chez eux, et, les évêques partis, les non-assermentés cessèrent d'exercer leurs fonctions. Dans les campagnes, il y eut seulement hésitation et confusion du clergé, le peuple s'abstint ou se méfia, mais ce fut tout. Quand l'évêque Sébastiani entreprit de réorganiser l'église corse, il ne rencontra pas beaucoup de difficultés. (P. B., 21 juin).

Le général Cervoni. — Pour connaître ce général, nous avons trois sources, l'ouvrage d'Arrighi paru en 1869, le Larousse, et Chuquet (notice, tome III). Jean-Baptiste était le fils de Tomé qui servit si bien P. Paoli au couvent de Boziu. Il était né en 1765 à Soveria et avait reçu du curé de ce village, quelques rudiments de latin. Retiré avec son père à Pise, après Pontenovu, il s'évada de la maison paternelle à 17 ans et s'engagea dans le Royal Corse en 1783 (ou 1785). En 1786, licencié, il alla à Rome terminer ses études de droit, devint ensuite commandant de la garde nationale de son canton d'Omessa et avocat à Corte ; en 1792, il est lieutenant de cavalerie, se fait distinguer par le général J. M. de Casabianca, comme officier instruit puis est choisi comme collaborateur par les représentants du peuple Gasparin et Saliceti. Ainsi deviendra-t-il général à 25 ans, en 1794. (P. B., 22 juin).

Faustine Matra et Pascal Paoli. — Cette Faustine, veuve de l'assassiné J. P. Gaffori, était la sœur de Emmanuel Matra, tué au couvent de Boziu, où il assiégeait P. Paoli, le 23 mars 1756 ou 1757 (on ignore la date exacte). Faustine fut ensuite arrêtée sur l'ordre de Paoli, parce qu'elle intriguait contre la vie de celui-ci et incarcérée à Corte. Le père Luiggi, religieux qui avait dans l'île une réputation de sainteté et de l'influence, vint trouver le chef de la nation pour demander l'élargissement de Faustine. Un seul argument lui suffit : « N'était-elle pas la veuve du chef de la nation qui avait perdu la vie au service de celle-ci et n'était-ce pas un affront à la mémoire de ce martyr que d'avoir arrêté et emprisonné sa femme ? » Paoli, qui était alors logé chez les Panzani, amis des Matra, à Zuani, s'empessa de faire libérer Faustine qui semble avoir abandonné ses projets de vengeance. (P. B., 23 juin).

Un drame corse à Aix-en-Provence au XVI^e siècle. — C'est le récit d'une anecdote qui se déroula à Aix, où Alphonse d'Ornano que son secrétaire Canault dit avoir été un homme doux, injurié publiquement par un de ses compatriotes, Orsoni, de la Rocca de Morosaglia, qu'il essayait de calmer, en arriva à le tuer d'un coup de poignard. « Quiconque oublie le respect envers son général, ajoute Canault, doit perdre la vie de la main de son général si celui-ci veut garder son autorité ». (P. B., 24 juin).

Correspondance de Napoléon I^{er}. — C'est celle qu'il échangea avec sa sœur Pauline, peu après son divorce avec Joséphine. Elle comprend quatre-vingt-treize lettres, dont 36 ont rapport à la courte passion qu'il éprouva pour Mme Mathis, dame d'honneur de sa sœur. La vente de ces précieux souvenirs a produit environ 366.000 francs ; l'une de ces lettres a atteint le prix de 42.500 francs. Qu'on vienne nous dire maintenant que la mémoire de Napoléon a perdu une partie de son attirance ! (*Dépêche d'Ajaccio*, 27 juin).

Colla de Pradine. — De 1769 à 1789, il y eut quatre intendants du Roi en Corse : Chardon (1768-1771), Colla de Pradine (1771-1775), Bertrand de Boucheporn (1775-1785), Nicolas de la Guillaumye (1785-1790). Pradine était Conseiller à la Cour des comptes d'Aix, quand, grâce à ses relations familiales, il reçut ce bel avancement. Dès son arrivée en Corse, il témoigna sa sympathie à Narbonne contre Marbeuf, gouverneur et comme il régissait les finances, réglementait l'économie, distribuait les travaux, contrôlait les municipalités, il pouvait favoriser les narbonnistes et l'opposition contre Marbeuf. Il était en outre, commissaire du Roi aux Etats provinciaux de Corse, s'entendait fort bien avec l'évêque de Guernes et était d'accord avec lui pour l'envoi à la Cour d'une délégation qui devait dénoncer les actes d'arbitraire du gouverneur. Si Pradine était pour cela sympathique à beaucoup de gens, il commit cependant quelques imprudences, comme celle de nommer son frère prieur de Saint-Etienne de Venacu, abbaye qui procurait de beaux revenus. Il souleva ainsi beaucoup de jalousies.

Marbeuf qui enregistrait toutes les fautes, et était fort bien en Cour, finit par avoir raison de lui et le fit envoyer à l'intendance de Pau. Il emporta pour sa défense beaucoup de papiers, qu'il aurait été intéressant de consulter (*P. B.* 30 juin).

Une erreur tenace. — Il s'agit du célèbre et persistant *cancer* de Napoléon que MM. les docteurs Abbaticci et de Mets ont « opéré » à jamais. Nous lisons encore dans un journal, cependant dirigé par un homme intelligent, le passage suivant : Napoléon, dans les derniers jours de sa vie, après une longue promenade dans sa chambre, terminait par une halte devant ces portraits : son fils, sa mère, Marie-Louise. Il la savait, infidèle ; mais ce grand volontaire pouvait imposer silence, même aux tumultes de son cœur. Et il regardait avec tendresse ce visage qui lui avait fait une dernière fois retrouver sa jeunesse avec tous ses enchantements, tous ses espoirs et toutes les illusions de l'amour.

« Puis, le flanc endolori par le cancer qui l'emportait, il se jetait sur le petit lit de fer qui est sous nos yeux. Lorsque la douleur était trop violente, il se rendait sa force d'âme et son courage en pensant : « Si je meurs ici, mon fils règnera ». Et il mourut un soir de mai sur ce lit de soldat que l'on avait transporté devant la fenêtre ouverte du salon, au moment même où tonnait le canon d'Alarm-hill qui annonçait dans l'île la chute subite du jour (*L'Epoque* du 14 juillet).

Le Napoléon des hommes bleus. — Il s'agit ici tout simplement de A. Coppolani, originaire d'Evisa, qui fut une des plus grandes figures de l'histoire coloniale de la France et sur lequel Robert Randau vient d'écrire un très beau livre avec ce titre : Coppolani le pacificateur (chez Imbert à Alger) et Pierre Mille un curieux article dont nous donnons ici le compte-rendu. Administrateur colonial et arabisant distingué, ce Corse, comme Napoléon, croyait en son étoile, avec une pointe de mysticisme qui lui faisait consulter les sorciers et croire à la puissance des saints de l'Islam. Il voulait, en leur témoignant une grande confiance, prendre le Maroc à revers et établir la France entre le Sénégal et l'Afrique méditerranéenne. « La civilisation arabe est avant tout religieuse et si on veut comprendre l'islam il faut penser spirituellement, à l'envers de notre civilisation avant tout rationaliste ». C'est ce qu'avait fait Coppolani. Cette conception l'avait amené à se servir des idées religieuses des Maures en vue de la réalisation de son grand dessein pacificateur. Il n'avait pas pensé que l'excès même de cette religiosité allait conduire un illuminé quelconque à l'assassinat. « Un homme qui a des relations avec Dieu est obligé d'obéir à sa volonté et rien de ce qu'il accomplit n'est un péché ». Dans la capitale, Tidjikja, qu'il avait fondée, une belle nuit, il fut assassiné par un de ces Maures, vêtu de guinée (cotonnade) bleue, d'où le surnom d'hommes bleus qu'on leur a donné) et il mourut en une demie-heure d'une balle dans le ventre. L'assassin était « un fils de la lumière qui avait été obligé d'obéir à l'ordre d'en haut » ; il se laissa pendre avec indifférence. Le grand dessein de Coppolani « d'atteindre le Maroc par le sud, pour garantir le protectorat contre une attaque venue du nord qui le prendrait à revers » devait s'accomplir plus tard.

C'est à ce propos que Pierre Mille écrit « La Corse a participé à la fécondation de l'Algérie, puis de là elle a essaimé vers l'ouest et vers l'est. Parmi les colons de Tunisie et du Maroc, parmi les fonctionnaires et les officiers, sans compter les soldats, vous trouverez bien des Corses, comme « d'ailleurs à l'autre bout du monde, jusqu'en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie. Il semble que quand on est dans une île, un solide instinct, quelque chose comme l'appel de la mer vous incite à en sortir ».

Coppolani fut un de ces bons ouvriers, un des meilleurs ouvriers de notre empire africain. « Il est mort d'avoir eu confiance dans le caractère religieux de l'islam et pourtant il avait raison ». (*Temps* du 24 juin).

La Corse et l'Empire. — Cet éloge des Corses et de leur rôle dans la fondation de l'Empire colonial a été dit également par un des émules de Coppolani, un de ceux qui survit à l'épopée africaine dont ils furent un des artisans, par le général Emily. Son article, que presque tous les journaux ont reproduit (on le trouvera en particulier dans *Marseille-Matin* et *Bastia-Journal* du début de juillet) énumère quelques-uns de ceux qui ont le plus contribué à la formation de cet empire et signale

justement que parmi les 900.000 Corses vivant à la surface de la terre, 600.000 sont dispersés sur le continent et dans les colonies. L'administration coloniale comprend vingt pour cent de Corses dont 70 administrateurs (et bientôt beaucoup plus). Dans l'armée coloniale six pour cent des officiers et vingt-deux pour cent des sous-officiers sont corses. « Ainsi, sur toute l'étendue de l'Empire, les enfants de Cyrnos se sont dévoués et se dévouent encore pour la grandeur et le renom de leur patrie française. Ils ont largement contribué à l'édification de cet Empire, ils participent toujours à sa défense, à son équipement matériel, économique et social. Se résignant aux privations, s'exposant aux fièvres meurtrières, à tous les dangers des climats tropicaux, ils vivent dans le bled et dans la brousse sans joies et sans plaisirs, plaçant au-dessus de tout le sacrifice pour leur pays. Ils mettent leur point d'honneur à être là où l'on peine, là où l'on souffre, là où on lutte — et, au besoin, où l'on meurt — pour la Patrie.

Après de telles marques de dévouement, d'abnégation, d'amour, données à la France, comment s'imaginer que la Corse pourrait cesser de faire partie de son Empire ? »



NOUVELLES

en quelques lignes

La bienfaisance du Conseil général. — On trouvera dans les journaux la longue liste des subventions accordées par l'Assemblée départementale aux nombreuses communes de la Corse pour la réfection de leurs chemins, la réparation de leurs fontaines, la restauration des toitures de leur église. Cette pluie d'aumônes constitue une lecture instructive et pourra étonner quiconque ignore les médiocres ressources dont disposent nos villages, par suite de l'exode de leurs habitants et de la modicité de leurs revenus. Cela suffirait à révéler, si nous ne les connaissions déjà, les maux dont souffrent nos villages : l'absentéisme et la pauvreté.

Notre agriculture. — Voici quels sont les résultats définitifs de nos récoltes en 1938. Celle du seigle est à peu près inexistante : 10 quintaux ; celle de l'orge 14.400 quintaux pour 1.600 hectares ensemencés ; celle de l'avoine 18.000 quintaux pour 2.000 hectares ; celle du maïs 15.400 quintaux pour 700 hectares ; celle des pommes de terre de primeurs 21.000 quintaux pour 300 hectares ; et 200.000 quintaux pour 2.000 hectares des autres pommes de terre.

Pour les fruits, les abricots ont donné 30 quintaux, les cerises 2.000 ; les châtaignes 400.000, les noix 500, les pêches 1.000, pommes au couteau 2.000, poires de table 1.000, prunes 2.000, fraises 100. Prenons ces chiffres pour ce qu'ils valent et reconnaissons cependant que la production des légumes, comme des fruits, est fort inférieure à ce qu'elle pourrait être.

Forêts de la Corse. — La Conservation des forêts indique les superficies suivantes : pour les forêts domaniales 46.713 hectares ; pour les forêts communales 86.138 hectares. En 1937, les incendies avaient détruit 202 hectares seulement de forêts domaniales et 393 de forêts communales.

M. Jacques Luciani, dans un article du M. M., insiste sur la nécessité de préserver la forêt corse contre le vandalisme des usagers et sur les avantages qu'il y aurait à utiliser les brindilles et déchets ligneux pour actionner les véhicules automobiles. Il recommande l'emploi des moteurs au bois ou au charbon de bois et il cite l'exemple de ce convoi de camions militaires, en France, qui, au cours de divers voyages, avec ce combustible, dépensa 25 francs par 100 kilomètres, alors qu'avec l'essence la dépense se fût élevée à 80 francs.

La lutte antipaludique. — Le secteur nord de la Corse, qui est le plus atteint de l'île, a montré une légère régression. Le directeur du service antipaludique, qui est aujourd'hui sénateur, a, dans son rapport annuel, déclaré qu'il y avait eu, pen-

dant l'année 1937, 3.410 consultants, dont 440 Italiens ; 137 ont été reconnus atteints ; parmi eux figuraient 48 étrangers. Ce sont des ouvriers agricoles fixés à la plaine, d'origine italienne et toujours prêts cependant à se soumettre au contrôle médical. D'une façon générale la situation est déclarée satisfaisante, sauf entre Bastia et Casamozza où les cas de paludisme se multiplient, par suite de l'abandon des mesures antilarvaires et par suite du trouble apporté à l'activité du « Gambusia » par les travaux de pompage et le mauvais entretien des canaux. Les Italiens bénéficiant, par suite de leur résidence stable, de quinquina et de quinine doivent à ces excellents médicaments d'être moins atteints.

Le commerce de la Corse. — La balance des échanges pour l'année 1937 s'établit ainsi : importations, 432.770.000 et exportations, 105.075.000 fr. Différence : 327.695 millions de francs en faveur des importations. Or le déficit en valeur avait été, dans les années précédentes :

88 millions en 1930, 115.605.000 en 1931, 174.448.000 en 1932, 180.528.000 en 1933, 200.554.000 en 1934, 167.538.000 en 1935, 198 millions 675.000 en 1936.

La Corse a vendu surtout à la France : 29.532 tonnes de marchandises, valant 85 millions de francs, qui comprenaient surtout : des chevaux, mulets, ânes, bovins, ovins, caprins, porcs, peaux, laines, fromages, langoustes, châtaignes et farines de châtaignes, cédrats, huiles, bois, lièges, ébauchons, vins, artichauts et extraits tannants. Ces trois derniers articles sont actuellement les plus importants.

Le Comité des Intérêts corses de Nice a émis les vœux suivants : débarquement à Nice des marchandises périssables, création d'abris à Nice et à Ile Rousse pour pouvoir y passer la visite en douane, amélioration des relations téléphoniques Nice-Corse, suppression de la surtaxe postale par avion, service quotidien aérien entre la côte d'azur et la Corse, publication des tarifs hôteliers en Corse (Essitac a donné, à ce sujet satisfaction au comité) ; enfin il a ajouté à cette liste déjà longue le désir de voir poursuivre les travaux d'assainissement et celui d'une amélioration du service maritime Nice-Ajaccio.

La situation scolaire en Corse. — D'après le dernier rapport du Vice-recteur, il y eut, au cours de la dernière année scolaire 30.549 élèves inscrits dans les écoles primaires de l'île, mais 27.958 seulement suivirent régulièrement les leçons de leurs maîtres.

Les écoles maternelles reçurent 1.445 enfants au lieu de 1.182 l'année précédente ; 1.970 avaient été inscrits au lieu de 1.481.

La Corse possédait 210 écoles de garçons, 213 de filles, 371 écoles mixtes et 14 maternelles ; 2 furent temporaires. Il y eut en tout 810 écoles, soit deux de plus qu'en 1936.

La situation matérielle, écrit le Vice-Recteur, est déplorable dans de nombreux locaux : écoles privées d'éclairage convenable, de chauffage, de cour, de privés, mobilier vieux ma-

tériel insuffisant. L'amélioration est lente, sauf quelques cas particuliers.

L'Ecole primaire supérieure de Sartène manque de cabinets (ce que le Vice-Recteur appelle des privés) malgré ses 284 élèves ; l'Ecole primaire supérieure de filles d'Ajaccio a 318 élèves, mais a dû en refuser 110 faute de places.

Bibliothèque municipale de Bastia. — Cet établissement, dont l'importance est réelle, a changé d'administrateur. M. l'abbé Zattera qui pendant vingt ans la dirigea et la fit prospérer, a atteint l'âge d'une retraite bien gagnée ; il a été remplacé par M. Dominique Vecchini, homme de lettres et lauréat de l'Académie, que tout homme cultivé connaît. Cette bibliothèque, une des plus riches de France puisqu'elle contient 48.700 imprimés, 131 manuscrits et 33 incunables. Aucun Corse ne devrait l'oublier dans la distribution de ses œuvres, aucun homme de lettres dans son testament.

L'avion : la Corse. — Parmi les huit avions Morane 406 offerts par la Caisse Autonome de la Défense nationale, à l'aide de souscriptions volontaires et de dons, à notre armée de l'air, figure celui qui portera le nom de notre île si chère. Comme l'a dit le ministre qui en a fait la remise, à l'occasion de la fête du 14 juillet : Puisse-t-il n'avoir que de la chance et remplir aussi longtemps que possible sa mission ! »

Classement historique. — Par arrêté du 31 mai dernier, la chapelle de Saint François à Monticellu a été classée monument historique.

Distinction à l'Annu Corsu. — Cette publication, que dirige notre collègue et confrère, M. Paul Arrighi, docteur ès lettres, vient d'être récompensée par l'Académie française d'un prix de trois mille francs. Par là c'est notre dialecte corse lui-même qui est honoré et nous en félicitons cordialement les directeurs M. Arrighi et Léca.

Le Directeur-Gérant,

A. AMBROSI.

ANCIENS COLONIAUX D'INDOCHINE

les quotidiens coûtent cher

Abonnez-vous à

La Renaissance Indochinoise

18 pages illustrées, toutes les nouvelles

Un an : **70 francs** — Six mois : **36 francs**

Ecrire à **FRANC BARTOLI**, 10, Rue Guy-de-la-Brosse,
PARIS-V.

CASE A LOUER

A la demande d'un

CAP

on doit obligatoirement servir

LE

CAP CORSE

L.-N. MATTEI



Liqueur cedratine
Exquise et digestive
Cédrats confits

CHEZ VOUS

**Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par CORRESPONDANCE**

**Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris**

- 1° les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire**, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2° toute situation commerciale, financière et industrielle** (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondant en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° tous les concours administratifs** : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° les carrières militaires suivantes** : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjudants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'Intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et **envoyez-la** sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer

Aux Cours PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{er})

vous recevrez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous renseignements.

L'apéritif incomparable

DAMIANI

CAP CORSE 18°

Rouge ou Blanc

CASE A LOUER

Horaires de la Compagnie des Chemins de fer

I. — AU DÉPART DE BASTIA

Train n° 9. — Départ 7 h. 45; Arrivée à Portu-Vecchiu, 11 h. 25.

Train n° 3. — Départ 8 h. 00; Arrivée à Ajaccio, 13 h. 15.

Train n° 21. — Départ 13 h. 15; Arrivée à Ajaccio, 18 h. 31.

Train n° 11. — Départ 14 h. 07; Arrivée à Portu-Vecchiu, 20 h. 17.

Train n° 7. — Départ 17 h. 40; Arrivée à Venacu, 19 h. 41.

II. — AU DÉPART D'AJACCIO

Train n° 4. — Départ 7 h. 35; Arrivée à Bastia, 13 h. 20.

Train n° 22. — Départ 12 h. 55; Arrivée à Bastia, 18 h. 30.

Train n° 8. — Dép. 16 h. 35; Arr. à Venacu, 19 h. 50.

III. — AU DÉPART DE VENACU

Train n° 7. — Départ 6 h. 27; Arrivée à Ajaccio, 10 h.

Train n° 2. — Départ 6 h. 42; Arrivée à Bastia, 8 h. 49.

IV. — AU DÉPART DE PORTU-VECCHIU

Train n° 10. — Départ à Prunelli, 6 h. 35; à Bastia, 8 h. 49.

Train n° 12. — Départ 13 h. 35; Arrivée à Bastia, 18 h. 35.

Train n° 20. — Départ 7 h. 00; Arrivée à Bastia 11 h. 45.

V. — AU DÉPART DE PONTE-LECCIA

Train n° 13. — Départ 10 h. 20; Arrivée à Calvi, 13 h. 04.

Train n° 15. — Départ 15 h. 00; Arrivée à Calvi, 17 h. 33. (N'a pas lieu le dimanche).

Train n° 15 bis. — Départ 18 h. 30; Arrivée à Calvi, 21 h. 15. (N'a lieu que le dimanche).

Par autorail, départs de Bastia à 7 h. 30 et à 15 h. 05; arrivées à Ajaccio à 11 h. 25 (tous les jours) et à 18 h. 56 le samedi.

Départs d'Ajaccio à 7 h. 20 et à 15 h. 25; Arrivées à Bastia à 11 h. tous les jours; à 19 h. 15 le dimanche.

VI. — AU DÉPART DE CALVI

Train n° 14. — Départ 7 h. 00; Arrivée à Ponte-Leccia, 9 h. 25. (Correspondance avec le 56).

Train n° 16. — Départ 14 h. 10; Arrivée à Ponte-Leccia 17 heures. (Correspondance avec les 22 et 7).

Les Horaires d'Eté de la Compagnie Fraissinet

1^{er} Avril au 14 Octobre

CONTINENT CORSE

Dimanche 11 heures, Nice-Ile-Rousse (dimanche 17 h.);
Dimanche midi, Marseille-Bastia, commerc. (lundi 6 h. 15);
Lundi 17 h. 30, Marseille-Ajaccio, rapide (mardi 6 h. 15);
Mardi 12 h., Nice-Calvi (mardi 19 h. 15);
Mercredi 11 h., Nice-Calvi;
Mercredi 13 h., Livourne-Bastia (mercredi 19 h.);
Jeudi 15 h., Marseille-Ajaccio (vendredi 6 h. 15);
Vendredi 10 h., Nice-Ajaccio (vendredi 19 h. 30);
Vendredi 12 h., Marseille-Toulon-Ile-Rousse (S. 5 h. 15);
Samedi 21 h., Nice-Bastia (dimanche 6 h.).

CORSE-CONTINENT

Dimanche 23 h., Calvi-Nice (lundi 6 h. 15);
Lundi 12 h., Ile-Rousse pour Nice;
Lundi 16 h. 30, Bastia-Marseille (mardi 8 h.);
Mardi 11 h., Bastia-Livourne (mardi 17 h.);
Mardi 16 h. 30, Ajaccio-Marseille (mercredi 8 h. 15);
Mercredi 20 h. 30, Ajaccio-Nice (jeudi 5 h. 30);
Mercredi 20 h., Ile-Rousse-Toulon (jeudi 6 h. 30);
Jeudi à midi, Calvi pour Nice;
Jeudi 16 h. 30, Bastia-Marseille, commerc. (vend. 9,30);
Vendredi 21 h., Bastia-Nice (samedi 6 h.);
Samedi 19 h., Ajaccio-Marseille (dimanche 8 h.).

N.-B. — Les dates entre parenthèses indiquent les jours et heures d'arrivée.

POUR VOYAGER COMMODÉMENT

Prenez un carnet de voyage circulaire à itinéraire facultatif; vous l'établissez vous-même en faisant 500 kilomètres au minimum. Il peut comporter des solutions de continuité. Sa validité est de 30, 45 ou 60 jours suivant l'importance du parcours. Elle peut être prolongée de moitié moyennant un léger supplément. La réduction augmente avec la distance, elle peut atteindre 30 % en 1^{re} classe, 20 en 2^e et 3^e classe. Moitié prix pour les enfants de 3 à 7 ans.

POUR VOYAGER AGRÉABLEMENT

Prenez des billets aller et retour à prix réduits pour voyages combinés en chemin de fer et en autocar. Ils comportent une réduction de 30 % en toutes classes sur les trajets par fer, sans que vous ayez à remplir d'autre condition que celle d'effectuer un parcours minimum de 100 kilomètres en chemin de fer et de 100 en autocar. Leur validité de 33 jours peut être prolongée.

Pendant la période des vacances, vous pourrez obtenir des billets d'aller et retour comportant des réductions de 20 à 30 % selon la classe. Il vous suffit d'effectuer un parcours aller et retour d'au moins 600 kilomètres si vous allez dans une station balnéaire et 300 dans une station thermale et climatique. La validité des billets est de 30 jours, qu'on peut prolonger deux fois de 30 jours.

PLUS ON EST, MOINS ON PAIE

Un billet de famille d'aller et retour peut être obtenu, si on est trois au moins et si on effectue un parcours de 300 kilomètres aller-retour. Les deux premières personnes paient place entière, mais la troisième et les suivantes ne paient que quart de place, 4 personnes ne paient donc que 2 places et demie.

Plus le parcours est long et plus on est nombreux, moins on paie. La voiture automobile bénéficie de 75 % de réduction, 303 francs au lieu de 1175 francs pour 1000 kilomètres de parcours.

POUR LES VOYAGES EN CORSE

Des wagons-lits de 3^e classe circulent entre Paris et Nice. Ainsi, comme les voyageurs de 1^{re} classe, ceux de 3^e peuvent se déplacer en wagon-lit. Le supplément pour occuper une place de wagon-lit de 3^e classe est des plus réduits : 135 francs.